

Profil de la Production Documentaire au Canada : 2012 - 2017

DE : Maria De Rosa et Marilyn Burgess
POUR : L'association des Documentaristes du Canada

communications
mdr

DOC

DOCUMENTARY
ORGANIZATION OF CANADA
DOCUMENTARISTES
DU CANADA



Table of Contents

REMERCIEMENTS.....	4
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION.....	10
I. SURVOL.....	12
II. IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA PRODUCTION DOCUMENTAIRE DE 2012-2013 À 2016-2017	16
III. TENDANCES DE LA PRODUCTION : 2012-2013 À 2016-2017	22
IV. TENDANCES DES BUDGETS ET DU FINANCEMENT.....	38
V. SURVOL DES DOCUMENTAIRES NUMÉRIQUES.....	64
VI. UN PUBLIC POUR LES DOCUMENTAIRES CANADIENS	80
VII. CONCLUSION.....	88
ANNEXE 1 : APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE.....	90
ANNEXE 2 : LISTE DES INFORMATEURS CLÉS	92
ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE	94
ANNEXE 4 : PROFIL DES RÉPONDANTS AU QUESTIONNAIRE	98
ANNEXE 5 : GLOSSAIRE.....	100
ANNEXE 6 : RÉFÉRENCES.....	102



Remerciements

L'Association des documentaristes du Canada (DOC) tient à exprimer sa reconnaissance à l'égard des organismes suivants qui ont contribué à la recherche et la rédaction de ce rapport : Ontario Créatif, le Fonds Bell, l'Office national du film (ONF) et la *Canadian Media Producer Association (CMPA)*.

Les auteures de ce rapport souhaitent remercier pour leur généreuse participation à ce projet toutes celles et tous ceux qui ont accepté d'accorder une entrevue.

Un merci tout particulier à Mohamad Ahmad et Peter Mann du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) pour leur contribution à la compilation et à l'analyse des données sur la production.

Toutes les opinions, découvertes, conclusions ou recommandations exprimées dans ce rapport sont celles des auteures et ne reflètent pas nécessairement les vues de Ontario Créatif, du Fonds Bell, de l'Office national du film, du gouvernement de l'Ontario et du gouvernement canadien. Les financeurs, du gouvernement de l'Ontario et du gouvernement du Canada, leurs agences et la CMPA ne sont aucunement liés aux recommandations contenues dans ce rapport.

Traduction : Roger Bourdeau



Résumé

INTRODUCTION

Cette étude présente un portrait du secteur de la production indépendante de documentaires au Canada, pour les marchés de langue anglaise et de langue française, pour les années 2012-2013 à 2016-2017.¹ Pour les besoins de ce rapport, les documentaires indépendants sont définis comme des productions d'œuvres originales non fictives qui offrent une analyse critique approfondie d'un sujet spécifique ou d'une opinion,² créés par des sociétés de production indépendantes (sociétés privées non affiliées à un télédiffuseur ou un distributeur).

Les données présentées dans ce rapport proviennent principalement des marchés de la télédiffusion et de celui des salles de cinéma. Les données sur la production indépendante de films et d'émissions de télévision ont été obtenues du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC). Ces données sont basées sur la nouvelle définition du documentaire introduite par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) durant l'année de télédiffusion 2011-2012. Cette nouvelle définition du CRTC exclut les productions de télé-réalité ou de divertissement factuel (docu-réalité)³ donnant ainsi une définition du documentaire plus précise que par le passé. La période couverte par cette étude débute avec l'année 2012-2013, première année de l'entrée en vigueur de la nouvelle définition du documentaire, jusqu'à 2017, dernière année pour laquelle les données étaient disponibles au moment de ce rapport.

Pour la première fois également, ce rapport fait état de données sur la production du documentaire indépendant canadien dans l'environnement

numérique. Bien que les documentaires numériques indépendants canadiens soient maintenant admissibles au crédit d'impôt fédéral de production, les données concernant ces productions ne sont pas encore disponibles au BCPAC. C'est pourquoi nous avons choisi d'inclure une étude réalisée en ligne auprès de producteurs indépendants de documentaires numériques sur leurs activités. Les données présentées ici ont donc été obtenues par ce questionnaire.

Les documentaires analysés dans ce rapport sont des productions professionnelles indépendantes canadiennes. Pour les fins de notre rapport, les documentaires numériques sont définis comme des documentaires unitaires ou des séries produites spécifiquement pour une diffusion linéaire en continu (par ex. : sur une plateforme de diffusion linéaire comme CBC Gem, ICI Tou TV ou Netflix), ou encore, des documentaires interactifs destinés à des plateformes numériques interactives (par ex. : Internet, médias mobiles, réalité virtuelle, etc.).

APERÇU

Nous pouvons observer dans notre rapport, plusieurs tendances, plusieurs défis, mais aussi de nombreuses perspectives qui sont des enjeux importants pour le secteur de la production indépendante du documentaire. Depuis maintenant deux décennies, la consolidation du système de télédiffusion canadien a eu pour conséquence une diminution du nombre de sociétés de production et, comme le démontrent les données examinées ici, une baisse des possibilités de production de documentaires dans le secteur audiovisuel canadien. Un point positif dans cet

environnement est l'augmentation de la demande en production pour les plateformes numériques. D'autres avenues existent aussi sur le marché international. Quoi qu'il en soit, les producteurs ont noté qu'ils doivent désormais exploiter au mieux ces nouvelles pistes.

IMPACT ÉCONOMIQUE

L'industrie du cinéma documentaire continue de contribuer vigoureusement à l'économie canadienne. Fort de ses 6 000 emplois directs et indirects au Canada, le secteur de la production indépendante de documentaires a participé à hauteur de 324 millions de dollars au produit intérieur brut en 2016-2017, sur la base de dépenses directes de production évaluées à 220 millions. Toutefois, puisque le volume de production a diminué, le nombre d'emplois a également décru, passant de 5 557 emplois équivalents temps plein (ETP) en 2008-2009 à 2 363 ETP en 2016-2017. Le nombre d'emplois indirects créés dans l'économie en général résultant d'une activité économique du secteur de la production indépendante de documentaires a baissé proportionnellement.

Cette étude démontre que le volume total de la production documentaire au Canada a baissé entre 2012-2013 et 2016-2017, une tendance commencée en 2008-2009. Durant les années examinées dans ce rapport, le volume total de la production indépendante de documentaires a baissé de 30 %, entraîné par la diminution du nombre de séries documentaires, traduisant un plus petit nombre de projets et moins d'heures de contenu produites.

Les investissements étrangers dans le documentaire indépendant canadien, sous forme de préventes à l'étranger et d'avances à la distribution, montrent pourtant qu'à l'évidence, une demande existe à l'international pour les documentaires canadiens. Toutefois, ces investissements étrangers sont à la traîne, comparés à ceux consentis au secteur des contenus canadiens dans son ensemble.

PRODUCTION

Entre les années 2012-2013 et 2016-2017, le volume de la production indépendante de documentaires a chuté de 30 % (principalement pour le marché de langue anglaise, mais pas uniquement), entraîné par la baisse du volume de production documentaire pour la télévision. Durant les années examinées dans ce rapport, le volume total de la production indépendante de documentaires a baissé de 30 %, entraîné par la diminution du nombre de séries documentaires, ce qui s'est traduit par un plus petit nombre de projets et moins d'heures de contenu produites.

Pour le marché de langue anglaise, le déclin du volume de production de séries documentaires a été atténué par l'augmentation de la production d'émissions unitaires et de longs métrages documentaires destinés au marché des salles. Toutefois, cette augmentation n'a pas été suffisante pour compenser les pertes dues à la baisse de production de séries documentaires.

Pour le marché langue française, bien qu'ils demeurent le plus important contributeur au volume de la production documentaire, les télédiffuseurs commandent moins de séries documentaires. Cependant, les documentaires unitaires et les longs métrages destinés au marché des salles ont également quelque peu progressé.

Pourtant, notre étude pointe un signe encourageant : le nombre de documentaires destinés au marché des salles a plus que doublé depuis 2012-2013. Quarante-neuf longs métrages documentaires en anglais ont été produits depuis les cinq dernières années, avec des budgets totalisant 31 930 214 \$. Cette production a été soutenue par une augmentation de 67 % des financements de toutes sources de 2012-2013 à 2016-2017. Les augmentations les plus notables proviennent des distributeurs et des télédiffuseurs qui ont triplé les droits de licence accordés aux longs métrages documentaires de langue anglaise.

Pour le marché de langue française, 35 longs métrages destinés aux salles ont été produits avec des budgets totalisant 11 millions de dollars. La part de financement provenant des fonds publics a quelque peu augmenté,

alors que les fonds provenant du secteur privé, autres que ceux des télédiffuseurs, ont augmenté de 160 %. Ce signe positif pour ce marché a en quelque sorte aidé à contrer le déclin de 62 % des droits de licence payés par les télédiffuseurs privés.

La place occupée par les documentaires sur les nouvelles plateformes numériques est un autre développement positif. En se basant sur l'enquête faite auprès des producteurs, ce rapport en montre à l'évidence que pour la première fois un marché existe vraiment pour la production de documentaires numériques. L'enquête souligne en effet un volume de production de près de 20 millions de dollars sur deux exercices financiers pour des documentaires numériques prioritairement destinés à une diffusion commerciale linéaire et aux plateformes numériques interactives.

BUDGETS ET FINANCEMENTS

Le déclin de la moyenne des droits de licence payés, particulièrement par les télédiffuseurs privés canadiens, représente une tendance lourde pour les documentaires de langue anglaise. Ceci peut être en partie attribuable à la réduction du nombre de productions de séries documentaires.

Le financement des documentaires a également diminué sur le marché langue française. Contrairement au marché de langue anglaise, les droits de licence payés par les télédiffuseurs privés n'ont pas baissé, mais les autres sources de financement ont été considérablement réduites.

Pour les documentaires de langue anglaise, on peut observer une tendance à l'augmentation des budgets horaires moyens de production depuis 2014-2015, particulièrement pour les documentaires de longs métrages.

Par contre, on note une diminution des budgets moyens des documentaires de langue française pour le cinéma et la télévision dans tous les formats.

DOCUMENTAIRES NUMERIQUES

Certains producteurs créent des documentaires numériques spécifiquement pour une diffusion linéaire en continu sur Internet et sur des plateformes interactives. Ces œuvres sont créées dans une grande variété de formats et de durées et leurs budgets de production varient considérablement. Par exemple, les budgets pour la production d'un documentaire numérique unitaire peuvent aller de 25 000 dollars, s'il est financé par le producteur, jusqu'à 2,5 millions pour un long métrage documentaire financé par des sources diverses, incluant des fonds publics, des crédits d'impôt à la production et une avance en distribution.

Les deux sources de financement les plus fréquentes indiquées par les producteurs sont les fonds publics et l'investissement du producteur. Toutefois, les producteurs ont également accès aux crédits d'impôt de production du fédéral et du provincial, aux droits de licence payés par les télédiffuseurs (CBC) et par les plateformes Web comme Telus Storyhive et Optik, ainsi qu'aux avances des distributeurs, aux fonds publics et privés, aux enveloppes de l'Office national du film et aux commandites.

La distribution se fait sur les plateformes des télédiffuseurs comme CBC Gem, Crave, Arte Webdocs, mais aussi sur des plateformes Internet comme Telus Storyhive, YouTube, Vimeo, AmazonPrime Video et Netflix.

PUBLICS

Les documentaires canadiens sont populaires auprès des téléspectateurs canadiens. Pour le marché de langue anglaise, les documentaires canadiens regardés à la télévision comptent pour près de la moitié de l'ensemble des documentaires regardés par les téléspectateurs. Du côté du marché de langue française, plus de 70 % de l'ensemble des documentaires regardés à la télévision sont des documentaires canadiens.

Les documentaires canadiens soutiennent la concurrence des documentaires étrangers. Deux longs métrages documentaires canadiens produits respectivement en anglais et en français se sont classés parmi les 10 meilleurs documentaires au box-office canadien en 2018 et en 2017, trois documentaires canadiens figuraient dans cette liste.

CONCLUSION

Dans un contexte de déclin du niveau de la production documentaire, il serait peut-être temps de reconsidérer le cadre politique qui soutient le secteur du documentaire indépendant. En définissant les émissions d'intérêt national, le CRTC a reconnu l'importance culturelle de la poursuite des investissements dans le documentaire canadien en déclarant : « Les émissions dramatiques et les documentaires sont coûteux et difficiles à produire, pourtant ce sont des véhicules essentiels pour raconter les histoires canadiennes et communiquer nos valeurs. »⁴ À la lumière de la baisse du niveau de la production documentaire, il serait peut-être nécessaire d'examiner si ces réglementations ont bien l'impact escompté sur le secteur de la production indépendante canadienne.

Avec de bons incitatifs, les télédiffuseurs canadiens pourraient être encouragés à commander davantage de documentaires canadiens indépendants. En tant que télédiffuseur public du Canada, la CBC serait le porteur idéal de ce rôle, particulièrement par le biais de CBC Gem. Il est intéressant de noter que CRAVE de Bell Media a annoncé récemment avoir commandé huit documentaires originaux et une série documentaire originale.⁵

Le marché international offre des possibilités de financement pour le secteur documentaire. La mise en place d'une stratégie internationale visant à la promotion et à l'image de marque du secteur aiderait sa croissance.

En prenant en considération les téléspectateurs, l'industrie de la production indépendante du documentaire canadien répond aux bouleversements numériques du système de télédiffusion en rendant son contenu disponible sur toutes les plateformes. Le public n'a jamais eu autant d'appétit pour le documentaire.

Introduction

1. LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

Cette étude répond à trois objectifs :

1. Fournir un profil statistique du secteur de la production documentaire au Canada ;
2. Fournir une analyse des caractéristiques économiques du secteur de la production documentaire au Canada ;
3. Examiner les tendances, défis et perspectives offertes par rapport aux documentaires.

2. MÉTHODOLOGIE

Cette étude utilise à la fois les méthodes de recherche qualitative et quantitative qui comprennent un examen des textes existants, une analyse de données obtenues du BCPAC et d'une sélection de financeurs publics, et de la réalisation d'entrevues de personnages clés de l'industrie. Une enquête en ligne a été réalisée pour collecter des données supplémentaires sur la production documentaire. Nous avons sollicité des producteurs de documentaires membres de la Canadian Media Producers Association (CMPA), de l'Association des documentaristes du Canada (DOC) et des bénéficiaires du Fonds Bell. Au total, 112 producteurs et réalisateurs indépendants de documentaires canadiens ont répondu à cette enquête. Une description détaillée de l'approche et de la méthodologie de notre rapport se trouve en Annexe 1. L'Annexe 2 fournit la liste des informateurs clés, l'Annexe 3 reproduit le questionnaire soumis et l'Annexe 4 présente le profil des répondants au questionnaire.

Définition du documentaire utilisée dans ce rapport

Pour les besoins de cette étude, les documentaires sont définis comme des œuvres originales, autres que de fiction, conçues principalement pour informer, mais qui peuvent aussi instruire et divertir, donnant une analyse critique approfondie d'un sujet ou d'une opinion. Les documentaires peuvent être produits pour plusieurs formats et plateformes de contenus incluant des courts ou longs métrages, émissions unitaires, miniséries ou séries, conçus pour une sortie en salle, une diffusion télévisuelle, une diffusion linéaire ou sur des plateformes interactives ou multiplateformes. Les documentaires indépendants sont produits par des sociétés privées de production, indépendantes, non affiliées à un télédiffuseur ou un distributeur.

Ce rapport dresse le premier profil de la production indépendante de documentaires au Canada qui utilise des données provenant du BCPAC qui sont basées sur la nouvelle définition du documentaire introduite par le CRTC durant l'année de télédiffusion 2011-2012.⁶ Cette révision a clarifié la catégorie documentaire et a été perçue comme une avancée permettant de résoudre les difficultés de la collecte de données sur les documentaires. Cette nouvelle définition exclut les productions de télé-réalité ou de divertissement factuel (docu-réalité) et les émissions d'affaires publiques de la catégorie documentaire et permet donc une collecte de données plus précise. Cette étude utilise les données qui débutent en 2012-2013, première année pour laquelle des informations fiables sont disponibles et basées sur la définition révisée du documentaire.

Le CRTC définit le documentaire par la *Catégorie 2b) Documentaires de longue durée* : « Œuvres originales, autres que de fiction, conçues principalement pour informer, mais qui peuvent aussi instruire et divertir, donnant une analyse critique approfondie d'un sujet ou d'une opinion, d'une durée minimum de 22 minutes. Ces émissions ne doivent pas être utilisées à des fins commerciales. De plus, les émissions appartenant à la Catégorie 11b) Émissions de télé-réalité ne se qualifient pas en tant que programmation de catégorie 2b). »⁷ Le Conseil note également que les émissions de « docuvertissement », à potins ou d'interview-variétés ou les magazines sur les styles de vie appartiennent généralement d'autres catégories et ne peuvent donc pas correspondre à la définition du documentaire.⁸

I. Survol

1. INTRODUCTION

Ce rapport met clairement en évidence les tendances constantes de la production documentaire canadienne, de son financement et de sa distribution qui résultent des transformations apportées par le numérique. Les données montrent le déclin en cours dans la production documentaire alors que moins de projets et moins d'heures de documentaires sont produits pour la télévision. La baisse la plus significative est celle qui touche les séries documentaires. Parallèlement, le volume de la production de documentaires pour les salles a doublé, en partie grâce à de nouvelles possibilités de financement. Notre enquête en ligne met en évidence le dynamisme du secteur documentaire qui se tourne avec succès vers le marché émergent des documentaires numériques. Enfin, ce rapport souligne à nouveau la popularité du documentaire canadien et la démarche volontaire d'une industrie prête à saisir les occasions offertes par le marché international.

Cette section offre un survol des tendances clés qui touchent la production documentaire canadienne, les défis auxquels l'industrie doit faire face et les perspectives émergentes.

2. TENDANCES CLÉS, DÉFIS ET PERSPECTIVES

2.1 La consolidation de l'industrie

Depuis maintenant deux décennies, la consolidation du système de télédiffusion canadien a eu pour conséquence une diminution du nombre de sociétés et, comme le démontrent les données examinées pour ce rapport, une baisse des possibilités de production de documentaires dans le secteur audiovisuel.

Une tendance significative a été la baisse de la moyenne des droits de licence payés par les télédiffuseurs canadiens pour les documentaires de langue anglaise. Comme le soulignait *Toute la vérité 5*, l'impact majeur de la consolidation a été « l'effondrement d'un marché discipliné avec moins de fenêtres distinctes (par ex. : chaîne conventionnelle, chaîne payante et chaînes spécialisées) pouvant générer des droits de licence et des possibilités de revenus pour les producteurs de documentaires. »⁹ Là où un producteur avait la possibilité de négocier ses droits de licence pour un certain nombre de fenêtres à des diffuseurs individuels, la consolidation a mené à une seule négociation avec un seul télédiffuseur pour plusieurs fenêtres, réduisant ainsi la valeur des droits que le producteur pouvait négocier.¹⁰ Les données examinées et les entrevues conduites avec les producteurs pour ce rapport confirment que la consolidation de l'industrie pose un défi continu, particulièrement en ce qui concerne la baisse des droits de licence pour les séries documentaires.

Le financement est parmi les défis de taille auxquels les producteurs de contenus doivent faire face. Les modèles de financement actuels basés sur

l'exigence d'obtenir d'un télédiffuseur déclencheur sont problématiques à cause de la quantité de droits d'exploitation qui sont réclamés par celui-ci. Par exemple, certains télédiffuseurs demandent les droits de diffusion en ligne pour une durée pouvant aller jusqu'à six ans. Cette situation représente une limitation pour un distributeur souhaitant viabiliser son investissement dans un projet.

La difficulté d'accès aux droits annexes peut rendre le retour sur investissement trop aléatoire, et diminue ainsi la possibilité de prise de risque pour les distributeurs. Selon des producteurs, certains distributeurs peuvent même n'offrir aucun minimum garanti. *La Politique de récupération normalisée* sur le capital-investissement du Fonds des médias du Canada et Téléfilm Canada est perçue comme étant plutôt dissuasive pour les distributeurs à cause de leur position défavorable dans le recouvrement des revenus.

La possibilité pour les producteurs d'exploiter leur propre propriété intellectuelle (PI) sur d'autres marchés est également limitée par le fait qu'ils n'ont pas accès à leurs droits annexes. Plusieurs producteurs que nous avons eus en entrevues pour notre étude nous ont fait remarquer que les modifications faites par les financeurs, comme le Fonds des médias du Canada et Téléfilm Canada, permettant le rattachement des fournisseurs de services par contournement (OTT - « over-the-top ») pour déclencher un accès au financement est un pas dans la bonne direction. Pour certains producteurs, il reste à voir si ces services contribueront à des droits de licence adéquats.

2.2 Possibilités croissantes sur les plateformes numériques

Dans ce contexte, l'augmentation des possibilités de production sur les plateformes numériques est un développement positif.

Beaucoup de choses ont changé dans l'environnement des médias numériques depuis la publication de *Toute la vérité* 5 qui dressait un portrait du secteur du documentaire de 2001-2002 à 2010-2011. Le public se tournant de plus en plus vers le visionnement sur demande, les plateformes de visionnement en continu ont proliféré. Cela inclut les plateformes opérées par les télédiffuseurs canadiens et les fournisseurs d'accès Internet (FAI). Bien que la télévision continue de dominer les habitudes de consommation des Canadiens, la majorité de ceux-ci ont adopté des services de vidéo diffusé par Internet.¹¹ Parallèlement, les ouvertures pour les productions documentaires destinées aux plateformes interactives sont toujours présentes. Au Canada, le secteur de la production documentaire évolue pour prendre sa place dans l'espace numérique. Par exemple, les producteurs créent des documentaires numériques spécifiquement pour les services de visionnement linéaires et les plateformes numériques interactives.

La disponibilité de financements publics, de crédits d'impôt et des droits de licence encouragent davantage de producteurs à entreprendre la production de documentaires numériques. Le Fonds des médias du Canada, le Fonds Bell et l'Office national du film, dont les financements sont étudiés dans ce rapport, sont à ce titre d'importants partenaires.

Pour le financement de leurs productions, les producteurs indépendants de documentaire ont également accès aux crédits d'impôt de production du fédéral et du provincial, aux droits de licence payés par les télédiffuseurs (CBC) et aux plateformes Web comme Telus Storyhive et Optik, ainsi qu'aux avances des distributeurs, aux fonds publics et privés, à l'Office national du film et aux commandites.

La distribution se fait généralement sur les plateformes des télédiffuseurs comme CBC Gem, Crave, Arte Webdocs, mais aussi sur des plateformes Internet comme Telus Storyhive, YouTube, Vimeo, AmazonPrime Video et Netflix.

Tel que nous l'ont mentionné les producteurs dans notre enquête et lors des entrevues, il existe définitivement un sentiment que les perspectives sont nombreuses, mais les défis à relever le sont tout autant. Le nouvel environnement national et international des services de VSD par diffusion en continu qui peuvent et sont prêts à payer des droits de licence est clairement perçu comme un encouragement. Plus particulièrement, les producteurs nous ont fait part de leur intérêt pour Netflix, Hulu ou Amazon, bien qu'il soit difficile d'avoir accès aux chargés de programmes. Les plateformes des télédiffuseurs représentent également de nouvelles possibilités comme CBC Gem, dont on dit qu'elle commande des documentaires. Les producteurs croient également au potentiel de la réalité virtuelle, des applications de géolocalisation et de réalité augmentée tout comme de la vidéo immersive (vidéo 360 degrés).

Pourtant, les producteurs soulignent également le défi que représente la monétisation de leurs contenus, particulièrement lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de conserver leurs droits d'exploitation pour des marchés additionnels ou d'autres plateformes. Négocier ses droits avec d'importants services de diffusion en ligne comme Netflix, Amazon ou autres, peut s'avérer difficile, particulièrement quand il s'agit de conserver certains droits d'exploitation. Considérant que les sociétés internationales sont peu nombreuses et ont le pouvoir de dicter leurs conditions, une licence de droits exclusifs mondiaux réduit le pouvoir de marché des producteurs.

Mises à part ces plateformes mondiales, les producteurs notent les avantages à contrôler eux-mêmes leurs droits de distribution de manière à pouvoir céder leur film à plusieurs distributeurs spécialisés. Toutefois, comme l'ont fait remarquer les producteurs interrogés, il s'agit d'une opération délicate puisque même s'ils ont la capacité de rejoindre un public mondial, les documentaires numériques ont une très faible valeur de revente une fois qu'ils sont en ligne.

La monétisation de contenus documentaires interactifs pour les applications de réalité virtuelle (RV) et de réalité augmentée (RA) ou autres plateformes représente toujours un défi, bien que certains producteurs se montrent optimistes quant à l'émergence de modèles d'affaires pour ces plateformes.

2.3 Soutien additionnel pour les documentaires destinés aux sorties en salles

Les documentaires canadiens de longs métrages qui prennent l'affiche sur les écrans attirent toujours le public dans les festivals de cinéma et dans les salles. La sortie en salle continue d'être importante pour la découvrabilité des documentaires sur d'autres plateformes. En entrevue, les producteurs de longs métrages documentaires ont souligné qu'une sortie en salle est toujours un levier essentiel pour la promotion, la découvrabilité et la rentabilité. Il est cependant difficile pour un documentaire d'être en concurrence pour du temps d'écran et du public dans les multiplexes canadiens. Il en résulte que plusieurs documentaires semblent bénéficier d'une distribution limitée avec de petites sorties en salle et un faible box-office. Un soutien accru pour la mise en marché dans les salles est perçu comme étant essentiel au succès et à la découvrabilité des documentaires sur toutes les plateformes.

Comme nous l'avons souligné plus tôt, la consolidation de l'industrie a eu un impact négatif sur la capacité des producteurs à conserver suffisamment de droits pour attirer les distributeurs et avoir accès aux marchés des salles et du numérique. Il est donc encourageant de constater que les distributeurs canadiens ont doublé leur financement pour les longs métrages documentaires depuis les cinq dernières années, malgré les défis que cela peut représenter selon certains producteurs et distributeurs. Ces investissements peuvent avoir été rendus possibles par l'augmentation du financement des fonds publics.

2.4 Nouvelles perspectives sur les marchés internationaux

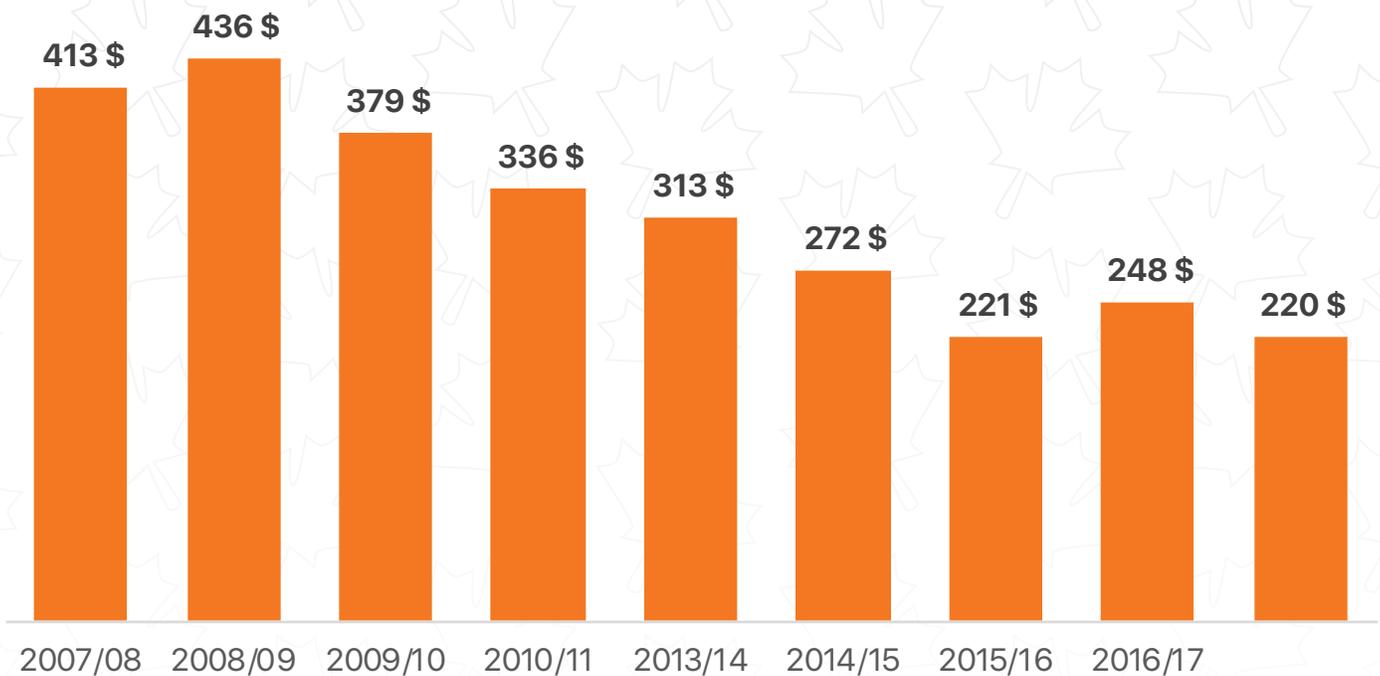
Les producteurs ont noté le besoin de profiter davantage des nouvelles perspectives offertes sur les marchés internationaux où l'industrie documentaire canadienne jouit d'un fort potentiel. Les documentaires indépendants, leurs histoires percutantes et une production de grande qualité plaisent au public international. Néanmoins, pour les producteurs qui abordent les marchés internationaux à la recherche de financement, cela représente de nouveaux défis. Le financement international suppose un processus plus compliqué et plus coûteux pour trouver des capitaux. Cela nécessite à la fois de l'expertise, de bonnes relations internationales et davantage de frais de déplacement pour conclure une affaire. En entrevue, les producteurs ont suggéré la mise en place d'une stratégie internationale visant à augmenter les coproductions, la promotion et les ventes des documentaires canadiens qui pourrait être bénéfique au soutien de leurs efforts pour tirer profit de ces perspectives internationales.

II. Impact économique de la production documentaire de 2012-2013 à 2016-2017

1. TOTAL DE LA PRODUCTION INDÉPENDANTE DE DOCUMENTAIRES CANADIENS

La production indépendante de documentaires canadiens contribue de façon significative à l'économie créative canadienne. Entre 2007-2008 et 2016-2017, le secteur a contribué pour un total de 2,8 milliards \$ en activité de production. Cependant, la valeur annuelle de la production a souffert d'un sérieux déclin depuis 2008-2009. En 2016-2017, le volume total de la production indépendante de documentaires était environ de la moitié de ce qu'il était en 2008-2009.

Tableau 1 : Production indépendante totale de documentaires canadiens (2007/08 à 2016/17 en millions \$)



Source: BCPAC

Note : Les données pour l'exercice financier 2011-2012 n'ont pas été fournies puisque la nouvelle définition du documentaire se retrouve dans les données de l'exercice financier 2012-2013.

Le secteur du documentaire indépendant canadien a contribué pour 8 % de l'ensemble de la valeur de la production de contenu canadien de cinéma et de télévision en 2016-2017. Même si cela peut sembler impressionnant, il s'agit en fait d'une baisse par rapport à 2008-2009, année où les documentaires indépendants ont contribué pour 16 % de l'ensemble de la production canadienne de contenu. Dans l'ensemble, la production canadienne de contenu a augmenté, mais la production documentaire a baissé.

Tableau 2 : Part de production de contenus tout canadien : 2007-2008 à 2016-2017 (en millions \$)

Production	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Documentaire indé.	413	436	379	336	313	272	221	248	220
Tous genres indépendants ¹²	2 509	2 679	2 498	2 458	2 311	2 398	2 622	2 522	2 804
Part	16 %	16 %	15 %	14 %	14 %	11 %	8 %	10 %	8 %

Nombre de projets	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Documentaire indé.	568	548	526	391	388	382	382	378	341
Tous genres indépendants	1 502	1 281	1 266	1 108	1 106	1 137	1 222	1 218	1 194
Part	38 %	43 %	42 %	35 %	35 %	34 %	31 %	31 %	29 %

Heures	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Documentaire indé.	2187	1925	1647	1424	1233	1371	1035	1054	865
Tous genres indépendants	9 632	9 552	7 361	7 667	7 163	7 000	7 594	7 059	6 550
Part	23 %	20 %	22 %	19 %	17 %	20 %	14 %	15 %	13 %

2. L'EMPLOI

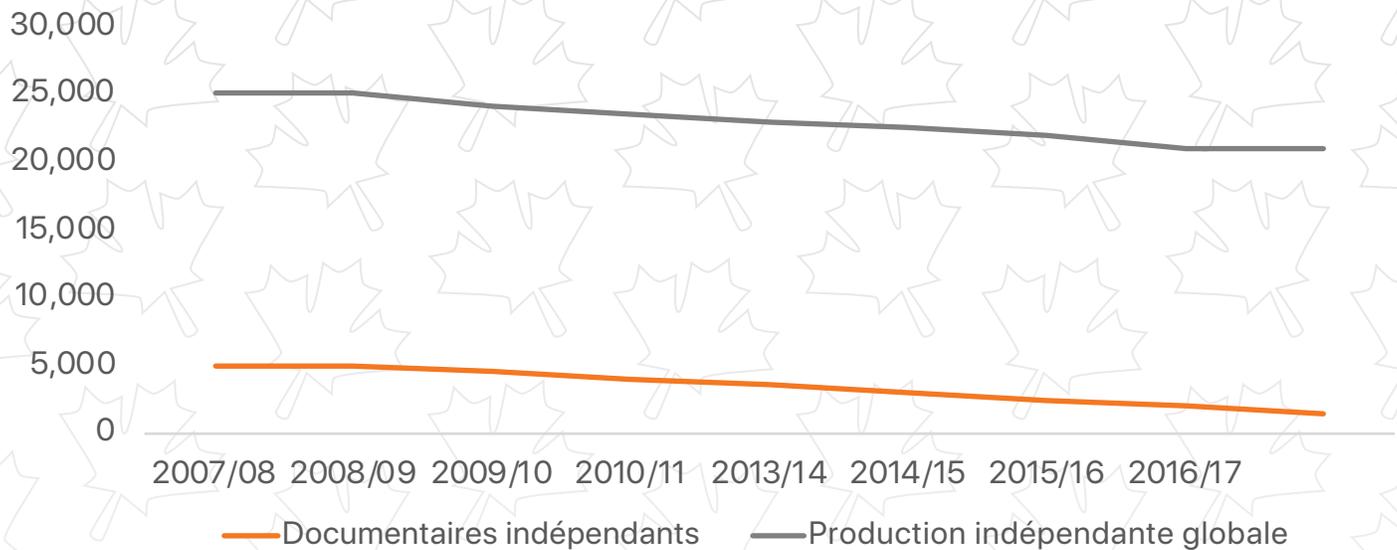
La baisse des emplois directs créés dans la production indépendante de documentaires s'est poursuivie depuis la publication de *Toute la vérité* 5 (2013). Il y eut un léger sursaut dans le nombre total d'emplois créés en 2015-2016, puis le nombre d'emplois a chuté de nouveau. Dans l'ensemble, le nombre d'emplois directs équivalents temps plein créés dans la production documentaire est passé d'un sommet de 5 557 emplois en 2008-2009 à seulement 2 363 emplois en 2016-2017. Le nombre d'emplois indirects créés dans l'économie en général résultant de l'activité économique de la production indépendante de documentaires a baissé tout aussi brutalement.

Tableau 3 : Emplois (Emplois équivalents temps plein)

Travail	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Emplois directs	5 453	5 557	4 731	4 104	3 609	3 048	2 433	2 698	2 363
Sous-total emplois indirects	8 392	8 552	7 281	6 316	5 553	4 691	3 744	4 152	3 636
Total	13 846	14 109	12 012	10 420	9 162	7 739	6 177	6 850	5 998

Sur l'ensemble du secteur de la production indépendante canadienne, le nombre d'emplois a également diminué depuis les dix dernières années. Par contre, depuis 2012-2013, on note une certaine tendance à la hausse du nombre d'emplois, mais celle-ci ne touche pas le secteur de la production documentaire.

Tableau 4 : Nombre total d'emplois directs en production indépendante, film et télévision

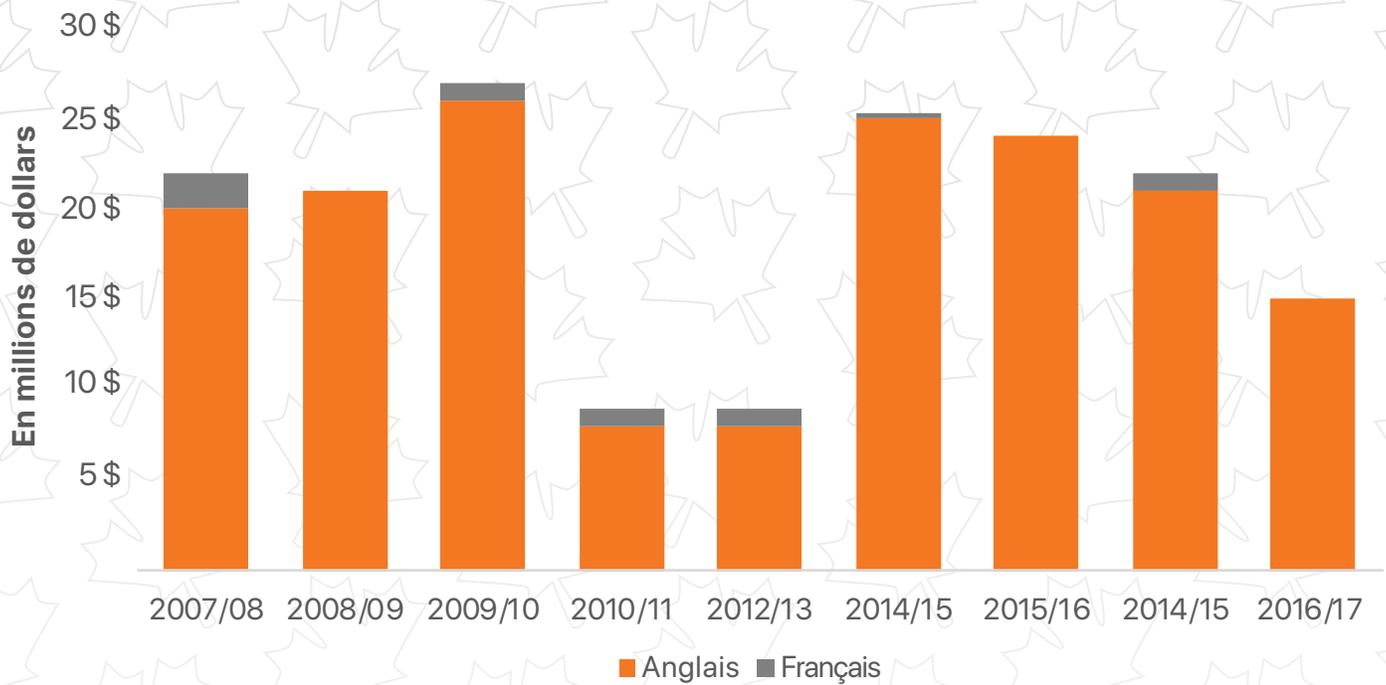


3. MONTANT DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LA PRODUCTION DOCUMENTAIRE CANADIENNE

Les investissements étrangers sont calculés en additionnant la somme totale des préventes étrangères à celle des avances à la distribution payées pour les productions indépendantes canadiennes d'émissions de télévision et de longs métrages documentaires. C'est également un indicateur de la demande étrangère pour les documentaires canadiens.

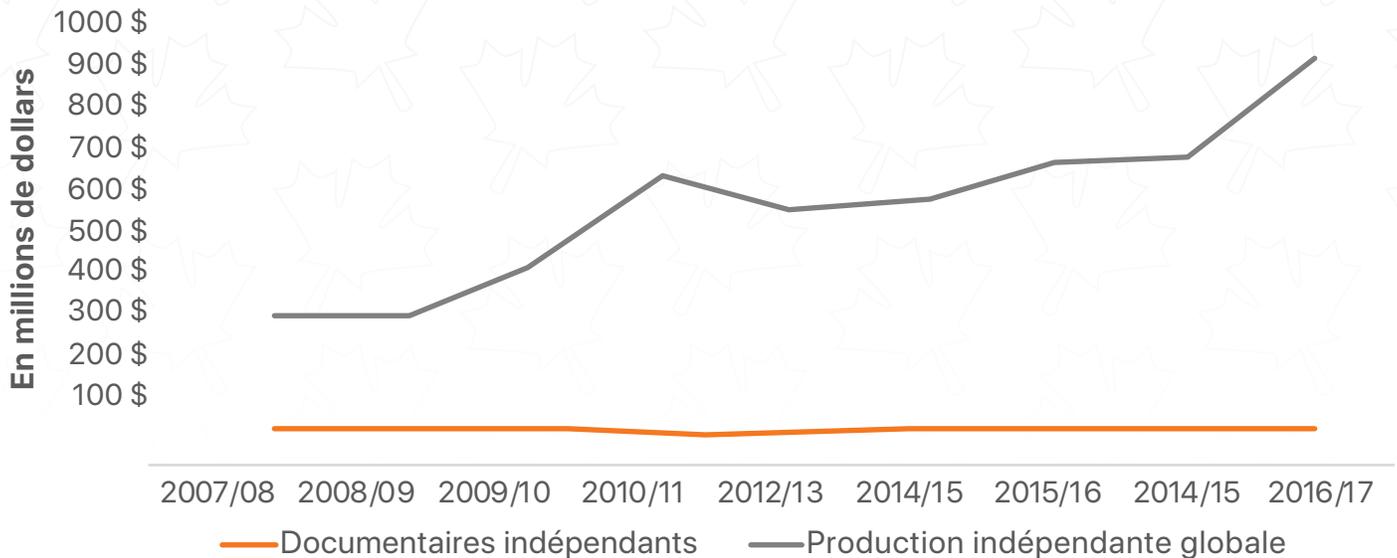
Les investissements étrangers ont radicalement baissé en 2010-2011 : une chute de 57 % par rapport à l'année précédente. Les chiffres sont demeurés bas pour l'année 2012-2013 avant de connaître un rebond en 2013-2014, retrouvant presque le niveau de 2009-2010. Les préventes et avances à la distribution à l'étranger sont demeurées à un bon niveau durant les quatre années qui ont suivi 2013-2014, bien qu'on puisse observer une baisse de la valeur des exportations.

Tableau 5 : Investissements étrangers dans la production indépendante de documentaires canadiens



Le financement international pour les documentaires indépendants canadiens n'a pas suivi l'augmentation du financement international pour la production de contenus canadiens dans son ensemble. Le tableau suivant illustre les augmentations les plus significatives pour les autres genres de productions indépendantes canadiennes, comparées au documentaire.

Tableau 6 : Total des investissements étrangers dans la production indépendante canadienne



4. RÉSUMÉ DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE DU DOCUMENTAIRE POUR 2016-2017

Malgré les baisses subies dans la production documentaire canadienne, tant pour le volume que pour le nombre d'heures, ce segment de l'industrie représente toujours un important secteur de l'industrie canadienne de production cinématographique et télévisuelle. Fort de ses 6 000 emplois directs et indirects, le secteur de la production indépendante de documentaires au Canada a contribué pour 324 millions de dollars au produit intérieur brut avec des dépenses directes de production s'élevant à 220 M\$. Nous notons tout de même que ces chiffres ne représentent approximativement que 60 % de ce qu'ils étaient en 2010-2011, au moment de la publication de *Toute la vérité* 5.¹³

Tableau 7 : Impact économique de la production documentaire au Canada, 2016/17

Direct	Emplois (ETP)	2 363
	Revenu de travail (millions \$)	110 M\$
	PIB (millions \$)	124 M\$
Spin-off	Emplois (ETP)	3 636
	Revenu de travail (millions \$)	134 M\$
	PIB (millions \$)	200 M\$
Total	Emplois (ETP)	5 999
	Revenu de travail (millions \$)	244 M\$
	PIB (millions \$)	324 M\$



III. Tendances de la production : 2012-2013 à 2016-2017

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DOCUMENTAIRE

1.1 Les niveaux globaux de production de documentaires ont baissé

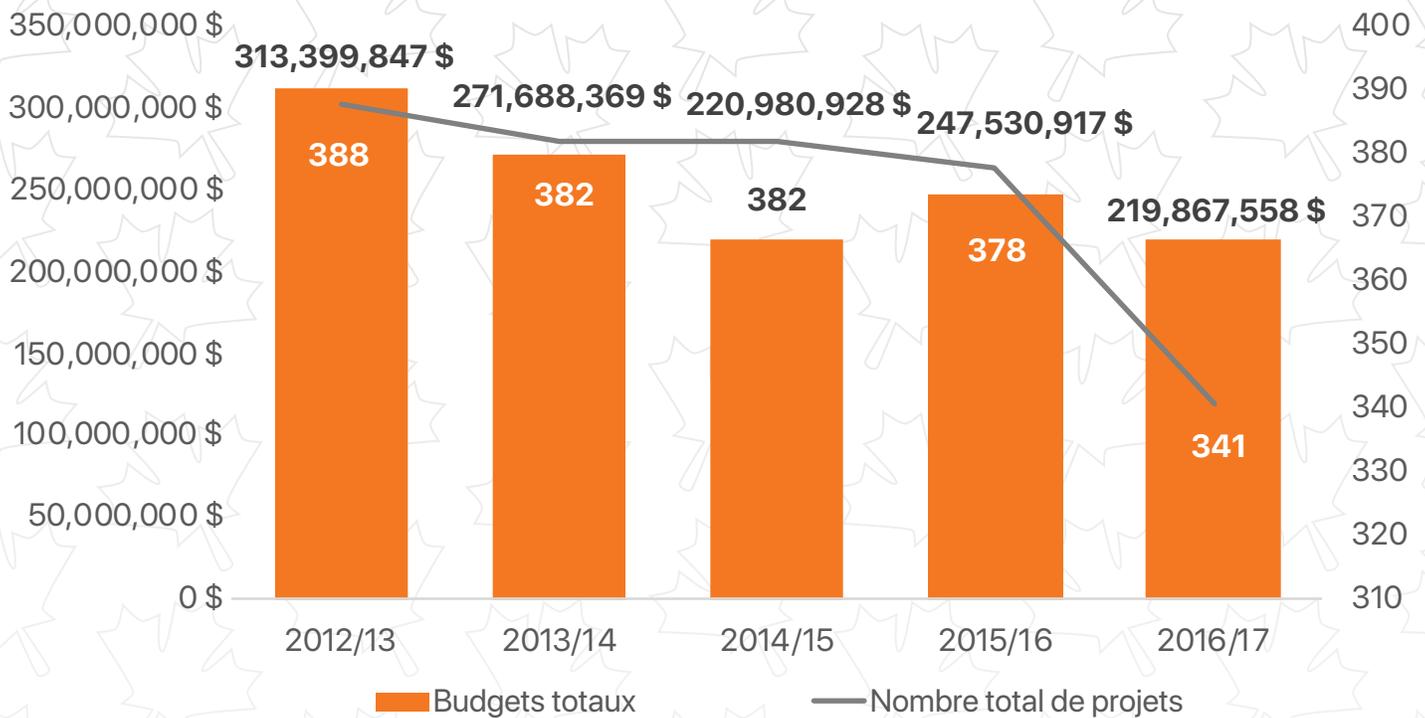
Depuis la publication de *Toute la vérité* 5,¹⁴ les niveaux de production documentaire ont continué de baisser année après année, en matière de budget total, de nombre de projets et du nombre d'heures de contenu documentaire produit.

Tableau 8 : Production totale de documentaires canadiens indépendants, 2012/13 à 2016/17

	Budgets totaux	Nombre de projets	Nombre d'heures
2012/13	313 399 847 \$	388	1233
2013/14	271 688 369 \$	382	1371
2014/15	220 980 928 \$	382	1035
2015/16	247 530 917 \$	378	1054
2016/17	219 867 558 \$	341	865

Le volume de l'ensemble des budgets de production documentaire, totalisant 313 M\$ en 2012-2013, a été réduit de 30 % à 220 M\$ en 2016-2017. Ce qui représente une réduction allant de 14 % des parts de l'ensemble des budgets de production canadienne de contenus, à seulement 8 % en cinq ans, ce qui signifie que la production documentaire perd du terrain sur le volume global de la production canadienne.

Tableau 9 : Volume total et nombre de projets de production indépendante de documentaires canadiens, 2012/13 à 2016/17



Pour ce qui est du nombre de projets, la production documentaire a contribué de manière significative au volume global de la production. Ces projets ont compté pour 35 % de l'ensemble des projets en 2016-2017. Toutefois, le nombre total de projets documentaires a diminué de 12 % au cours de cette période, ce qui signifie 47 projets de moins en 2016-2017 qu'en 2012-2013.

Si l'on compare à 2012-2013, 368 heures de moins ont été produites en 2016-2017. Le pourcentage du nombre d'heures de documentaires produits par rapport à l'ensemble de la production de contenus canadiens en 2012-2013 était de 17 %, avant de chuter à 13 % en 2016-2017. Enfin, la durée moyenne des projets est passée de 3,6 heures en 2013-2014 à 2,5 heures en 2016-2017.

Tableau 10 : Part des documentaires sur l'ensemble de la production indépendante canadienne, 2012/13 à 2016/17

Volume de Production	Documentaires	Production indépendante globale	Part
2012/13	313 399 847 \$	2 310 819 321 \$	14 %
2013/14	271 688 369 \$	2 397 848 175 \$	11 %
2014/15	220 980 928 \$	2 622 170 730 \$	8 %
2015/16	247 530 917 \$	2 521 965 712 \$	10 %
2016/17	219 867 558 \$	2 803 731 753 \$	8 %

Nombre de projets	Documentaires	Production indépendante globale	Part
2012/13	388	1106	35 %
2013/14	382	1137	34 %
2014/15	382	1222	31 %
2015/16	378	1218	31 %
2016/17	341	1194	29 %

Nombre d'heures	Documentaires	Production indépendante globale	Part
2012/13	1233	7163	17 %
2013/14	1371	7000	20 %
2014/15	1035	7594	14 %
2015/16	1054	7059	15 %
2016/17	865	6550	13 %

Pour le marché de langue anglaise, les budgets totaux de la production documentaire ont été réduits de 33 % et de 20 % pour le marché de langue française. Le montant total des budgets de production dans les autres langues a diminué de 42 % entre 2012-2013 et 2016-2017.

Tableau 11 : Production totale de documentaires indépendants canadiens, par langue, 2012/13 à 2016/17

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Anglais	235 706 745 \$	201 304 525 \$	142 467 422 \$	174 862 662 \$	157 981 162 \$
Français	75 400 168 \$	68 092 382 \$	75 522 404 \$	71 683 094 \$	60 584 545 \$
Autre	2 292 934 \$	2 291 462 \$	2 991 101 \$	985 161 \$	1 301 851 \$
Total	313 399 847 \$	271 688 369 \$	220 980 928 \$	247 530 917 \$	219 867 558 \$

1.2 La baisse du volume de production documentaire a touché le secteur de la télévision

La baisse du volume de production documentaire a également touché le secteur de la télévision. Le volume total des budgets de production documentaire pour la télévision a chuté de 33 %. De 306 M\$ en 2012-2013 il est passé à seulement 206 M\$ en 2016-2017. Le nombre de projets a quant à lui baissé de 15 %, pour passer d'un total de 375 projets en 2012-2013 à 318 projets en 2016-2017.

Tableau 12 : Volume total de production de documentaires indépendants canadiens pour la télévision, 2012/13 à 2016/17

	Budgets totaux	Nombre de productions	Nombre d'heures produites
2012/13	306 335 456 \$	375	1215
2013/14	264 971 778 \$	367	1349
2014/15	213 802 631 \$	363	1005
2015/16	239 080 087 \$	362	1031
2016/17	205 538 454 \$	318	834

Le volume global de production de documentaires de longs métrages est bas et ne contribue qu'à une fraction de l'ensemble de la production documentaire. Pourtant, il est intéressant de noter que le volume des budgets des longs métrages documentaires a doublé entre 2012-2013 et 2016-2017, de 7 M\$ à 14 M\$, et que le nombre de productions a connu une augmentation similaire, en passant de 13 à 23 films.

Tableau 13 : Volume total de production de documentaires indépendants canadiens de longs métrages, 2012/13 à 2016/17

	Budgets totaux	Nombre de productions	Nombre d'heures produites
2012/13	7 064 391 \$	13	18
2013/14	6 716 591 \$	15	22
2014/15	7 178 297 \$	19	30
2015/16	8 450 829 \$	16	23
2016/17	14 329 104 \$	23	31

2. TENDANCES DE LA PRODUCTION DE LANGUE ANGLAISE

2.1 La production de documentaires de langue anglaise a diminué d'un tiers

Au cours des cinq années examinées par cette étude, la production de documentaires de langue anglaise a diminué d'environ un tiers. Le volume des budgets a baissé de 33 %. Parallèlement, le nombre total de projets a décliné de 19 %, passant d'un sommet de 246 projets en 2012-2013, à seulement 200 pour l'année 2016-2017. Enfin, pour la même période, le nombre d'heures a été réduit de 35 %.

Tableau 14 : Tendances générales de production – Production indépendante de documentaires de langue anglaise, 2012/13 à 2016/17

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Volume de production	235 706 745 \$	201 304 525 \$	142 467 422 \$	174 862 662 \$	157 981 162 \$
Nombre de projets	246	225	209	217	200
Nombre d'heures	724	918	490	559	474

Production de langue anglaise par provinces et territoires

Trois provinces comptent à elles seules pour la majorité du volume de la production. L'Ontario occupe la première place de la production indépendante de documentaires de langue anglaise, suivie du Québec et de la Colombie-Britannique. En 2016-2017, la production indépendante de documentaires de langue anglaise en Ontario s'élevait à 74 M\$, à 26 M\$ au Québec et à 19 M\$ en Colombie-Britannique.

Ces trois provinces ont vu le volume de production de documentaires diminuer entre 2012-2013 et 2016-2017. L'Ontario a perdu 43 % de son volume de production, la Colombie-Britannique 45 % et le Québec 35 %. Le nombre de projets et le total du nombre d'heures produites ont également baissé. Nous avons pu voir cette tendance se prolonger jusque dans le Canada Atlantique qui a connu une baisse globale du volume de production indépendante de documentaires de langue anglaise de 36 %.

Le volume de production dans les provinces des Prairies et dans les Territoires a été regroupé à cause du petit nombre de projets dans chacune de ces juridictions. Pourtant, une fois regroupées, ces juridictions ont vu leur volume total de production progresser de 23 M\$ en 2012-2013 à 33 M\$ en 2016-2017. Cette augmentation est due en partie à l'augmentation de 54 % du nombre d'heures produites en 2016-2017.

Tableau 15 : Volume total, nombre de projets et d'heures produits - Production indépendante de documentaires de langue anglaise, 2012/13 à 2016/17

Volume de Production	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Canada Atlantique	9 296 014 \$	12 068 805 \$	6 960 452 \$	4 112 836 \$	5 912 061 \$
Colombie-Britannique	34 052 218 \$	28 372 645 \$	17 363 286 \$	30 098 244 \$	18 848 020 \$
Ontario	129 663 085 \$	113 344 736 \$	91 195 784 \$	92 958 736 \$	74 233 350 \$
Prairies et Territoires	22 562 873 \$	11 968 558 \$	9 300 929 \$	17 858 639 \$	32 820 390 \$
Québec	40 132 555 \$	35 549 781 \$	17 646 972 \$	29 834 207 \$	26 167 340 \$
Total	235 706 745 \$	201 304 525 \$	142 467 422 \$	174 862 662 \$	157 981 162 \$

Nombre de projets	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Canada Atlantique	17	17	16	10	17
Colombie-Britannique	39	33	27	27	23
Ontario	105	96	97	91	86
Prairies et Territoires	53	50	46	56	44
Québec	32	29	23	33	30
Total	246	225	209	217	200

Nombre d'heures	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Canada Atlantique	32	49	30	21	16
Colombie-Britannique	104	78	51	73	35
Ontario	366	557	291	243	188
Prairies et Territoires	105	54	47	123	159
Québec	117	179	72	99	76
Total	724	918	490	559	474

2.2 Le volume de production de séries documentaires a diminué de moitié

Les séries documentaires, incluant les miniséries, représentent 69 % de l'ensemble de la production indépendante de documentaires de langue anglaise au Canada. La production de séries et miniséries a totalisé 631 M\$ pour la période 2012-2013 à 2016-2017. La baisse de production des séries a provoqué une baisse générale de la valeur de la production indépendante de documentaires de langue anglaise. Le volume de la production de séries et miniséries a poursuivi sa chute entamée dix ans plus tôt en 2009-2010¹⁵, jusqu'à perdre 49 %, passant de 183 M\$ en 2012-2013 à 93 M\$ en 2016-2017.

La production d'émissions unitaires a totalisé 197 M\$ pour la période de 2012-2013 à 2016-2017 et compte pour 22 % du volume de production indépendante de documentaires. La production d'émissions unitaires a quelque peu augmenté, mais pas suffisamment pour enrayer la baisse générale de la production documentaire. Les niveaux de production ont varié, augmentant généralement de 27 % sur cette période de cinq ans, de 35 M\$ en 2012-2013 à 44 M\$ en 2016-2017.

Le volume de production des longs métrages documentaires produits pour la télévision et/ou le marché des salles de cinéma a compté pour 9 % de l'ensemble de la production indépendante canadienne, pour atteindre un total de 85 M\$ sur les cinq années considérées. Entre 2012-2013 et 2016-2017, le volume de production annuel des longs métrages documentaires produits pour la télévision et/ou le marché des salles de cinéma a plus que doublé, passant de 9 M\$ en 2012-2013 à 21 M\$ en 2016-2017. Durant ces cinq années, parmi ces films de longs métrages, 49 étaient des documentaires de langue anglaise destinés au marché des salles, et totalisaient un budget de 31 930 214 \$.

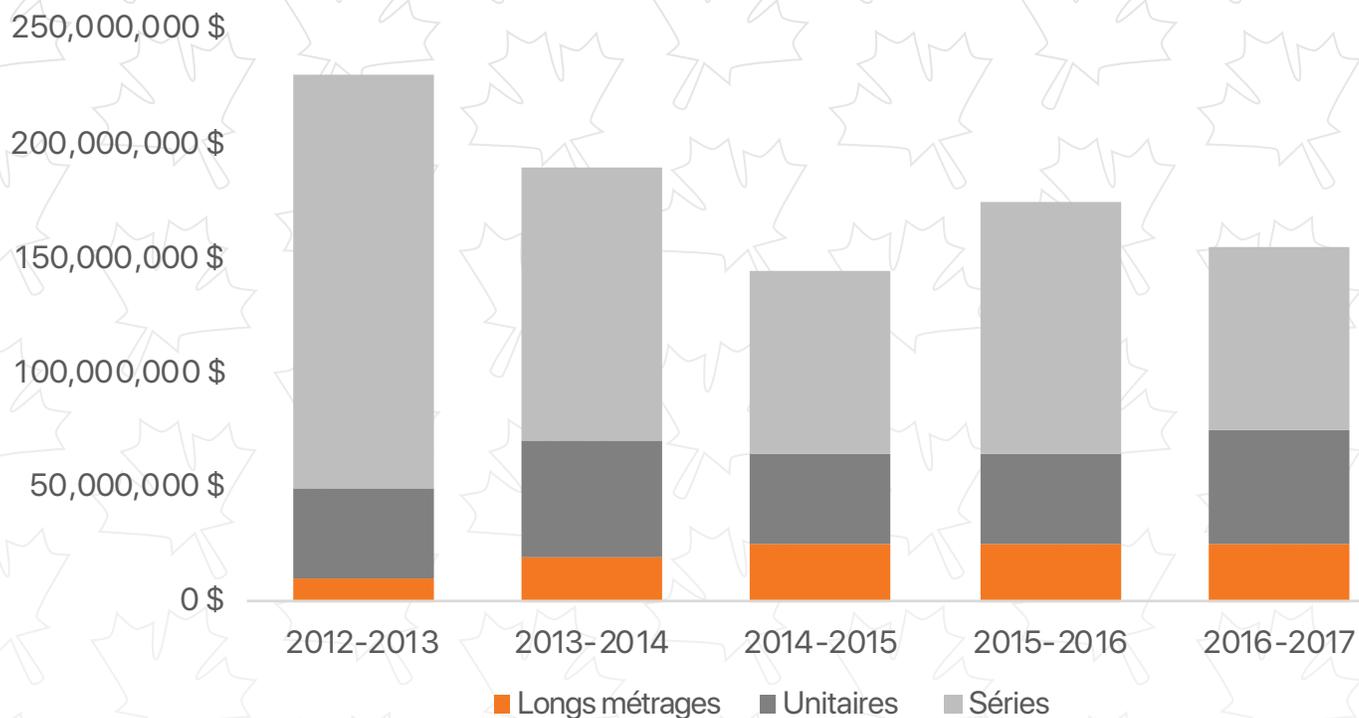
Tableau 16 : Volume total de production indépendante de documentaires de langue anglaise, par format, 2012/13 à 2016/17

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Séries*	182 835 434 \$	137 061 855 \$	85 195 317 \$	115 084 501 \$	93 228 707 \$
Unitaires	34 595 458 \$	45 193 341 \$	34 343 486 \$	38 661 431 \$	43 807 544 \$
Longs métrages	8 954 859 \$	15 443 818 \$*	20 776 823 \$	19 219 710 \$	20 744 910 \$

*Inclut 2012-2013 pour le Québec et les Régions Atlantiques

Note : Une somme additionnelle de 17 175 323 \$ représentant les budgets de production des longs métrages documentaires, émissions unitaires et séries produits dans le Canada Atlantique n'a pas été incluse puisque les données année par année étaient indisponibles à cause d'un échantillonnage trop petit.

Tableau 17 : Volume total de production indépendante de documentaires de langue anglaise, par format, 2012/13 à 2016/17¹⁶



Le volume total de productions indépendantes de séries documentaires canadiennes de langue anglaise a baissé de 64 % en Ontario et de 61 % en Colombie-Britannique, les deux centres les plus importants pour la production de contenus en langue anglaise. Au Québec, la production indépendante de séries documentaires de langue anglaise a également décliné de 46 %.

Tableau 18 : Volume total de production indépendante de documentaires de langue anglaise, par format et par région 2012/13 à 2016/17

Séries	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Canada Atlantique	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Colombie-Britannique	23 886 115 \$	17 689 229 \$	7 366 018 \$	22 178 589 \$	9 322 098 \$
Ontario	110 955 246 \$	88 742 817 \$	65 593 351 \$	62 056 206 \$	39 461 662 \$
Prairies et Territoires	16 404 917 \$	3 055 285 \$	2 746 022 \$	10 431 634 \$	27 502 326 \$
Québec	31 589 156 \$	27 574 524 \$	9 489 926 \$	20 418 072 \$	16 942 621 \$
Total	182 835 434 \$	137 061 855 \$	85 195 317 \$	115 084 501 \$	93 228 707 \$

Tableau 18 (suite)

Unitaires	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Canada Atlantique	3 189 980 \$	3 295 031 \$	3 874 655 \$	2 215 816 \$	4 495 161 \$
Colombie-Britannique	5 435 739 \$	6 533 080 \$	4 718 358 \$	3 814 615 \$	7 668 375 \$
Ontario	14 833 898 \$	20 433 954 \$	18 473 065 \$	21 310 519 \$	24 444 183 \$
Prairies et Territoires	5 807 403 \$	7 967 297 \$	3 930 582 \$	5 823 925 \$	2 370 852 \$
Québec	5 328 438 \$	6 963 979 \$	3 346 826 \$	5 496 556 \$	4 828 973 \$
Total	31 405 478 \$	41 898 310 \$	30 468 831 \$	36 445 615 \$	39 312 383 \$

Longs métrages	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
	\$5,080,917	\$5,096,311	\$7,903,235	\$5,708,121	\$4,804,759
Colombie-Britannique	5 080 917 \$	5 096 311 \$	7 903 235 \$	5 708 121 \$	4 804 759 \$
Prairies et Territoires					
Ontario	3 873 942 \$	4 167 966 \$	7 129 368 \$	9 592 011 \$	10 327 505 \$
Québec + Atlantique		6 179 541 \$*	5 744 220 \$	3 919 579 \$	5 612 646 \$
Total	8 954 859 \$	15 443 818 \$	20 776 823 \$	19 219 710 \$	20 744 910 \$

* Inclut les données de 2012-2013 et 20013-2014 combinées.

2.3 Les coproductions documentaires demeurent stables

2.3.1 Les coproductions de longs métrages documentaires en anglais

En documentaire, six coproductions internationales régies par un traité ont été complétées entre 2012-2013 et 2016-2017. La participation financière totale canadienne et étrangère dans ces projets s'est élevée à 15 M\$. Pour les cinq années examinées, la participation canadienne a représenté 36 % des budgets totaux, contre 64 % pour la participation étrangère.

Tableau 19 : Total des coproductions régies par un traité - longs métrages documentaires indépendants de langue anglaise, 2012/13 à 2016/17

Nombre de films	Participation canadienne totale	%	Participation étrangère totale	%	Participation totale
6	5 446 796 \$	36 %	9 557 730 \$	64 %	15 004 526 \$

Tableau 20 : Pourcentage des participations canadiennes et étrangères dans le total des coproductions régies par un traité - longs métrages documentaires indépendants de langue anglaise, 2012/13 à 2016/17

	Part de participation canadienne	Part de participation étrangère
2012/13	30 %	70 %
2014/15	33 %	67 %
2015/16	67 %	33 %
2016/17	35 %	65 %

2.3.2 Coproductions régies par un traité d'émissions de télévision de langue anglaise

De 2012-2103 à 2016-2017, 65 coproductions d'émissions de télévision de langue anglaise ont été produites, constituant 58 M\$ de coûts canadiens de production, ce qui représente 44 % des coûts combinés canadiens et étrangers qui se montent à 132 M\$.

Le volume total des coproductions régies par un traité a atteint un sommet en 2013-2014 avec un montant de 40 M\$ pour 15 productions et son année la plus basse, 2015-2016, n'a atteint que 11 M\$ pour 10 projets.

Tableau 21 : Total des coproductions régies par un traité - émissions de télévision de langue anglaise 2012/13 à 2016/17

	Budgets totaux	Nombre de projets
2012/13	30 809 848 \$	12
2013/14	39 641 194 \$	15
2014/15	32 987 316 \$	16
2015/16	10 901 189 \$	10
2016/17	18 094 197 \$	12
Total	132 433 743 \$	65

La part canadienne dans ces coproductions a été relativement constante, variant de son plus bas niveau à 42 % en 2013-2014 à son plus haut en 2015-2016 à 53 %.

Tableau 22 : Pourcentage de participation canadienne et étrangère dans le total des coproductions régies par un traité - longs métrages et émissions documentaires indépendants de langue anglaise, 2012/13 à 2016/17

	Participation totale	Part de participation canadienne	Part de participation étrangère
2012/13	30 809 848 \$	43 %	57 %
2013/14	39 641 194 \$	42 %	58 %
2014/15	32 987 316 \$	44 %	56 %
2015/16	10 901 189 \$	53 %	47 %
2016/17	18 094 197 \$	45 %	56 %
Total	132 433 743 \$	44 %	56 %

3. TENDANCES DE LA PRODUCTION DE LANGUE FRANÇAISE

3.1 Le volume de la production indépendante de documentaires de langue française a décliné

De 2012-2013 à 2016-2017, le volume global de la production indépendante de documentaires de langue française a décliné de 20 %, passant de 75 M\$ en 2012-2013 à 61 M\$ en 2016-2017. Durant la même période, le nombre d'heures produites a baissé de 23 %, allant de 502 heures de documentaires produits en 2012-2013 à seulement 386 heures en 2016-2017. Le nombre de projets et d'heures a atteint un sommet en 2014-2015, bien que les budgets soient demeurés les mêmes qu'en 2012-2013.

Tableau 23 : Tendances générales de la production – production indépendante de documentaires en langue française, 2012/13 à 2016/17

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Volume de Production	75 400 168 \$	68 092 382 \$	75 522 404 \$	71 683 094 \$	60 584 545 \$
Nombre de projets	136	151	167	157	137
Nombre d'heures	502	444	531	490	386

Le Québec affiche le plus important volume de production indépendante de documentaires de langue française avec 86 % de tous les budgets de production. La production au Québec compte également pour 86 % de l'ensemble des projets et pour 85 % du nombre d'heures produites.

Au Québec, le volume de la production a baissé de 19 % durant les cinq années étudiées, chutant de 63 M\$ en 2012-2013 à 52 M\$ en 2016-2017. Le nombre d'heures produites a également baissé pour passer de 447 heures en 2012-2013 à 319 heures en 2016-2017, soit une baisse de 29 %.

Le nombre de projets produits au Québec a augmenté, atteignant un pic de 145 projets en 2014-2015. Par contraste, soulignons que le nombre de projets de toutes les autres juridictions canadiennes a baissé d'environ un tiers (35 %), de 26 projets en 2012-2013 à 17 projets en 2016-2017.

Tableau 24 : Volume total, nombre de projets et d'heures produits - production indépendante de documentaires en langue française par région, 2012/13 à 2016/17

Volume de Production	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Québec	63 431 824 \$	59 116 190 \$	63 653 986 \$	62 705 453 \$	51 554 341 \$
Autres	11 968 344 \$	8 976 192 \$	11 868 418 \$	8 977 641 \$	9 030 204 \$
Total	75 400 168 \$	68 092 382 \$	75 522 404 \$	71 683 094 \$	60 584 545 \$

Nombre de projets	2012/13	2013-20/14	2014/15	2015/16	2016/17
Québec	110	131	145	134	120
Autres	26	20	22	23	17
Total	136	151	167	157	137

Nombre d'heures	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Québec	447	397	432	404	319
Autres	54	47	99	86	67
Total	502	444	531	490	386

3.2 Malgré des niveaux en baisse, les séries documentaires continuent d'être le plus important contributeur au volume de production

Les séries et miniséries documentaires représentent 72 % de toute la production indépendante de documentaires de langue française au Canada. La production de séries a totalisé 252 M\$ de 2012-2013 à 2016-2017. Le volume de production de séries documentaires varie d'une année sur l'autre, et a atteint son plus haut niveau en 2014-2015, à 57 M\$. Cependant, la tendance allait s'affaiblir et le volume de la production baisser dans les années subséquentes, tombant sous le niveau de 2012-2013, à 28 % en 2016-2017.

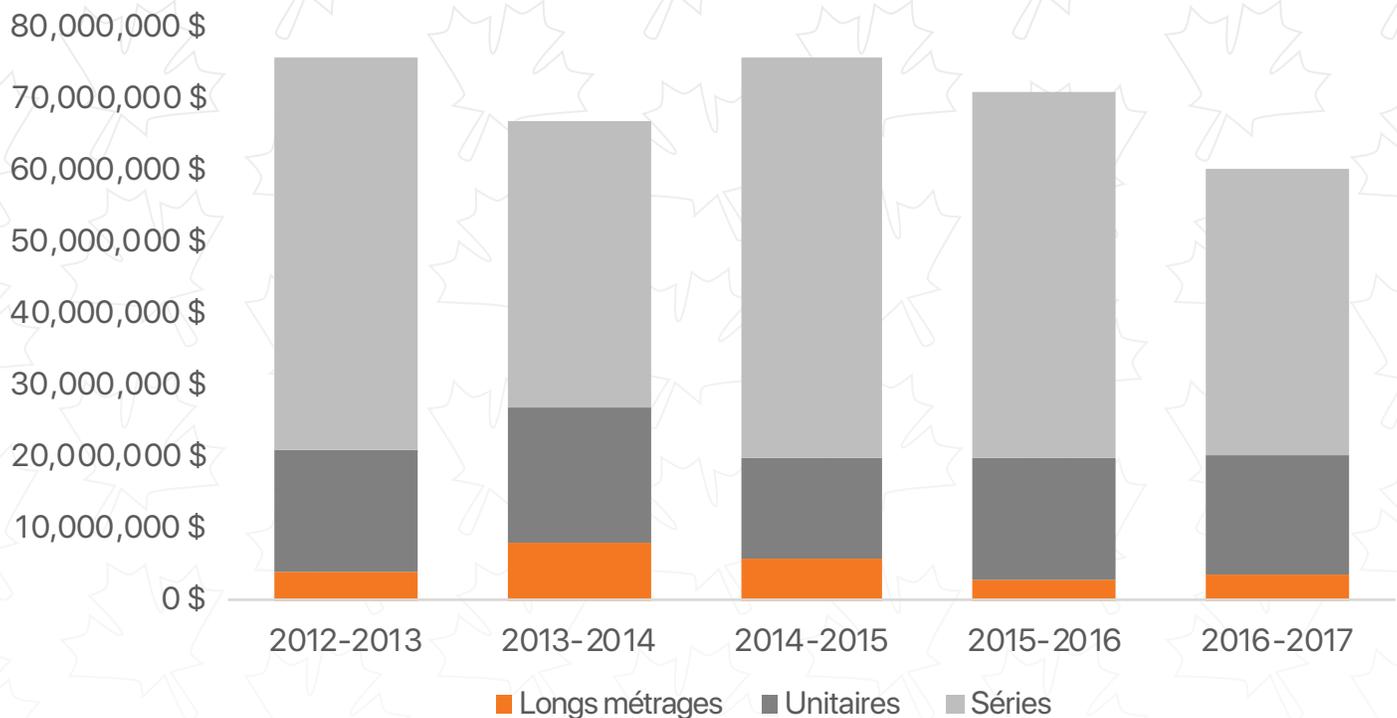
La production totale des documentaires unitaires a totalisé 74 M\$, soit 21 % de l'ensemble de la production indépendante de documentaires de langue française. Sur une base annuelle, la production d'émissions documentaires unitaires sur le marché de langue française est demeurée relativement stable.

Pour les cinq années examinées, le volume de production de longs métrages documentaires produits pour la télévision et/ou le marché des salles de cinéma a compté pour 7 % de l'ensemble de la production indépendante de documentaires de langue française, pour un montant de 25 M\$. Parmi ceux-ci, un total de 35 longs métrages documentaires de langue française a été produit pour des budgets se montant à 11 M\$. Le volume des longs métrages varie d'une année sur l'autre, sans tendance particulière notable.

Tableau 25 : Volume total de productions indépendantes de documentaires en langue française, par format, 2012/13 à 2016/17

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Séries	57 105 467 \$	43 502 545 \$	56 647 003 \$	53 306 308 \$	41 390 594 \$
Unitaires	14 102 012 \$	15 917 118 \$	13 631 218 \$	15 453 591 \$	14 711 443 \$
Longs métrages	4 192 689 \$	8 388 255 \$	5 244 184 \$	2 923 195 \$	4 024 624 \$

Tableau 26 : Volume total de productions indépendantes de documentaires en langue française, par format, 2012/13 à 2016/17



Au Québec, le volume total de la production indépendante de séries et miniséries documentaires canadiennes varie d'une année sur l'autre, et a atteint son niveau le plus bas à 33,8 M\$ en 2016-2017.

La production d'émissions documentaires unitaires est en augmentation de 23 %. Le volume total de la production de longs métrages produits pour la télévision et/ou le marché des salles de cinéma a atteint son plus haut niveau à 8,4 M\$, avant de redescendre en 2016-2017 à son niveau de 2012-2013, soit approximativement 4 M\$.

Dans les autres régions du pays, le volume de la production de séries documentaires et d'épisodes unitaires a baissé respectivement de 16 % et de 67 %. Aucun documentaire de long métrage en langue française n'a été produit en dehors du Québec.

Tableau 27 : Volume total de productions indépendantes de documentaires en langue française, par format et par région, 2012/13 à 2016/17

Séries	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Québec	48 098 502 \$	37 726 538 \$	46 295 572 \$	45 956 507 \$	33 802 907 \$
Autre	9 006 965 \$	5 776 007 \$	10 351 431 \$	7 349 800 \$	7 587 687 \$

Unitaires	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Québec	11 140 633 \$	13 001 398 \$	12 114 230 \$	13 825 750 \$	13 726 810 \$
Autre	2 961 379 \$	2 915 720 \$	1 516 987 \$	1 627 841 \$	984 633 \$

Longs métrages	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Québec	4 192 689 \$	8 388 255 \$	5 244 184 \$	2 923 195 \$	4 024 624 \$
Autre	0	0	0	0	0

3.3 Le financement étranger pour les coproductions régies par un traité a diminué

3.3.1 La coproduction de longs métrages documentaires de langue française

Durant la période 2014-2015 à 2016-2017, six longs métrages documentaires de langue française en coproduction internationale régie par un traité ont été produits, contre aucun pour les années 2012-2013 et 2013-2014. La participation canadienne et étrangère totale pour ces six longs métrages s'est élevée à 3 M\$. La participation canadienne a compté pour 59 % des budgets totaux sur cette période de cinq ans.

Tableau 28 : Total des coproductions régies par un traité - longs métrages documentaires indépendants de langue française, 2012/13 à 2016/17

Nombre de films	Participation canadienne totale	%	Participation étrangère totale	%	Participation totale
6	1 734 421 \$	59 %	1 230 277 \$	42 %*	2 964 698 \$

*Les pourcentages ne totalisent pas 100 % à cause des arrondis.

Le pourcentage total de la participation canadienne dans les documentaires de langue française en coproduction a été sensiblement plus élevé en 2014-2015, comptant pour 79 %, comparé à l'année 2016-2017 où il n'a représenté que 48 % des budgets.

Tableau 29 : Pourcentage des participations canadiennes et étrangères dans le total des coproductions régies par un traité - longs métrages documentaires indépendants de langue française, 2012/13 à 2016/17

	Part de participation canadienne	Part de participation étrangère
2014/15	79 %	21 %
2015/16	66 %	33 %
2016/17	48 %	52 %
Total	59 %	42 %*

*Les pourcentages ne totalisent pas 100 % à cause des arrondis.

3.3.2 Coproductions régies par un traité d'émissions de télévision de langue française

De 2012-2103 à 2016-2017, 30 coproductions d'émissions de télévision de langue française ont été coproduites, pour un montant totalisant 38 376 188 \$ en coûts de production. Les coûts canadiens de production ont compté pour 37 % de la participation financière totale. Le nombre de films et le volume de coproductions ont été à son plus haut niveau en 2012-2013 atteignant plus de 12 M\$.

Tableau 30 : Total des coproductions régies par un traité - émissions de télévision de langue française 2012/13 à 2016/17

	Budgets totaux	Nombre de projets
2012/13	12 063 163 \$	7
2013/14	4 865 994 \$	5
2014/15	7 735 347 \$	6
2015/16	7 038 752 \$	6
2016/17	6 972 931 \$	6
Total	38 676 188 \$	30

La part canadienne dans ces coproductions régies par un traité a varié de 33 % en 2012-2013 à 47 % l'année suivante, en 2013-2014. Durant les cinq années examinées, la participation étrangère au financement de ces coproductions a été majoritaire.

Tableau 31 : Part de participation canadienne et étrangère dans le total des coproductions régies par un traité - longs métrages et émissions documentaires indépendants de langue française, 2012/13 à 2016/17

	Participation totale	Part de participation canadienne	Part de participation étrangère
2012/13	12 063 163 \$	33 %	67 %
2013/14	4 865 994 \$	47 %	54 %
2014/15	7 735 347 \$	38 %	62 %
2015/16	7 038 752 \$	37 %	63 %
2016/17	6 972 931 \$	37 %	63 %
Total	38 676 188 \$	37 %	63 %

4. CONCLUSIONS SOMMAIRES

Notre analyse montre que le volume de la production indépendante de documentaires a chuté de 30 % entre les années 2012-2013 et 2016-2017. Le nombre d'heures de productions a également baissé, de même que la part de l'ensemble des heures de contenus documentaires produits.

La baisse des niveaux de production documentaire est apparue dans le secteur de la télévision. Cette baisse s'est ressentie dans les deux marchés linguistiques, mais a été plus importante pour le marché de langue anglaise.

Devant l'absence d'ouvertures pour la production de séries, les producteurs de langue anglaise se sont davantage tournés vers les émissions unitaires et les longs métrages documentaires. En entrevue pour cette étude, certains producteurs ont signalé s'être tourné vers le marché international pour faire des coproductions.

Dans le marché de langue française, les séries continuent d'être le plus important contributeur au volume de production, mais ici aussi, la tendance est à la baisse. Notre étude démontre que, tout comme le marché de langue anglaise, les télédiffuseurs du marché de langue française commandent de moins en moins de séries.

Dans les deux marchés linguistiques, la production d'émissions unitaires a quelque peu augmenté, mais pas suffisamment pour palier le déclin général de la production documentaire.

IV. Tendances des budgets et du financement

1. TENDANCES DES BUDGETS DE PRODUCTION

1.1 Les budgets moyens de la production documentaire de langue anglaise ont fluctué

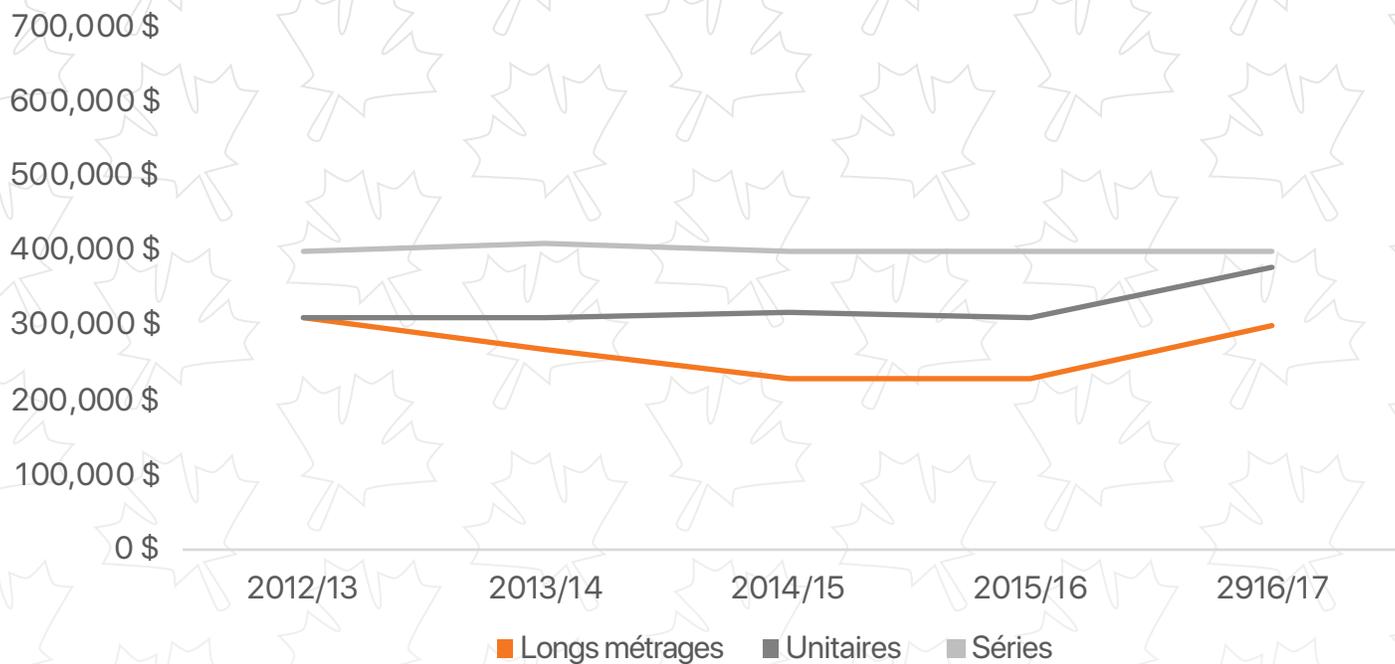
Les budgets horaires moyens de la production documentaire de langue anglaise ont fluctué au cours de la période de cinq ans et la tendance vers des budgets plus élevés peut s'observer depuis 2014-2015. En moyenne, les budgets horaires pour les longs métrages documentaires ont été plus élevés, allant de 390 k\$ en 2014-2015 à 636 k\$ en 2016-2017. Ceci peut s'expliquer en partie par un plus grand nombre de productions dotées de budgets plus conséquents pour cette année.¹⁷ Dans l'ensemble, les budgets de production ont été en moyenne de 438 k\$ par heure.

Les budgets horaires moyens pour la production de séries documentaires ont aussi augmenté, passant d'une moyenne basse de 231 k\$ en 2014-2015 à 317 k\$ en 2016-2017 pour établir une moyenne générale des budgets horaires à 283 k\$ par heure. Durant ces cinq années, les budgets horaires moyens pour la production d'émissions documentaires unitaires ont été d'environ 345 k\$.

Tableau 32 : Budgets horaires moyens pour tous formats en langue anglaise

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Longs métrages	395 820 \$	415 391 \$	390 238 \$	390 556 \$	635 714 \$
Émissions unitaires	317 536 \$	338 243 \$	322 391 \$	358 948 \$	390 264 \$
Séries	313 513 \$	258 582 \$	231 307 \$	286 556 \$	316 636 \$

Tableau 33 : Budgets horaires moyens pour tous formats en langue anglaise



Durant la période de cinq ans, 41 % des séries documentaires avaient un budget horaire moyen oscillant entre 250 k\$ et 499 k\$. Près du quart, 23 %, avaient un budget horaire moyen compris entre 500 k\$ et 749 k\$. Le *Tableau 34* montre une répartition par année.

Tableau 34 : Répartition par plage de budgets des budgets horaires, Séries de langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

Séries	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Moins de 100 k\$	3 %	7 %	6 %	5 %	2 %
100 k\$ à 249 999 \$	18 %	21 %	27 %	21 %	23 %
250 k\$ à 499 999 \$	45 %	41 %	50 %	33 %	34 %
500 k\$ à 749 999 \$	31 %	27 %	12 %	17 %	22 %
750 k\$ à 999 999 \$	0 %	4 %	5 %	12 %	13 %
Plus de 1 M\$	3 %	0 %	0 %	12 %	6 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

40 % des émissions documentaires unitaires avaient un budget horaire moyen s'échelonnant entre 250 k\$ et 499 k\$ et 30 % allaient de 500 k\$ à 749 k\$. Le *Tableau 35* montre une répartition par année.

Tableau 35 : Répartition par plage de budgets des budgets horaires, unitaires de langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

Émissions unitaires	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Moins de 100 k\$	3 %	3 %	2 %	3 %	2 %
100 k\$ à 249 999 \$	15 %	13 %	16 %	10 %	10 %
250 k\$ à 499 999 \$	42 %	33 %	39 %	40 %	43 %
500 k\$ à 749 999 \$	29 %	35 %	32 %	27 %	30 %
750 k\$ à 999 999 \$	11 %	5 %	5 %	7 %	7 %
Plus de 1 M\$	0 %	10 %	5 %	14 %	8 %
Total	100 %				

Les budgets horaires moyens pour les longs métrages documentaires ont tendance à être un peu plus élevés. Durant la période de cinq ans, 36 % des longs métrages documentaires avaient un budget horaire moyen s'élevant à plus de 749 k\$, dont 21 % étaient des budgets au-dessus de 1 M\$. Près de la moitié des longs métrages documentaires avaient des budgets horaires moyens s'échelonnant entre 250 k\$ et 749 k\$. Le *Tableau 36* montre une répartition par année des budgets horaires des longs métrages documentaires.

Tableau 36 : Répartition par plage de budgets des budgets horaires, longs métrages, langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

Longs métrages	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Moins de 100 k\$	3 %	2 %	1 %	1 %	0 %
100 k\$ à 249 999 \$	7 %	6 %	11 %	11 %	7 %
250 k\$ à 499 999 \$	35 %	36 %	39 %	35 %	18 %
500 k\$ à 749 999 \$	26 %	17 %	21 %	33 %	14 %
750 k\$ à 999 999 \$	28 %	10 %	18 %	12 %	11 %
Plus de 1 M\$	0 %	28 %	10 %	8 %	50 %
Total	100 %				

Les budgets moyens de production des coproductions de langue anglaise régies par un traité ont fluctué année après année, mais une tendance générale à la hausse des budgets horaires peut s'observer dans le *Tableau 37*.

Tableau 37 : Budgets horaires moyens coproductions, film et télévision, langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

Exercice financier	Budget moyen
2012/13	258 358 \$
2013/14	369 555 \$
2014/15	291 767 \$
2015/16	330 265 \$
2016/17	365 817 \$
Moyenne totale	323 144 \$

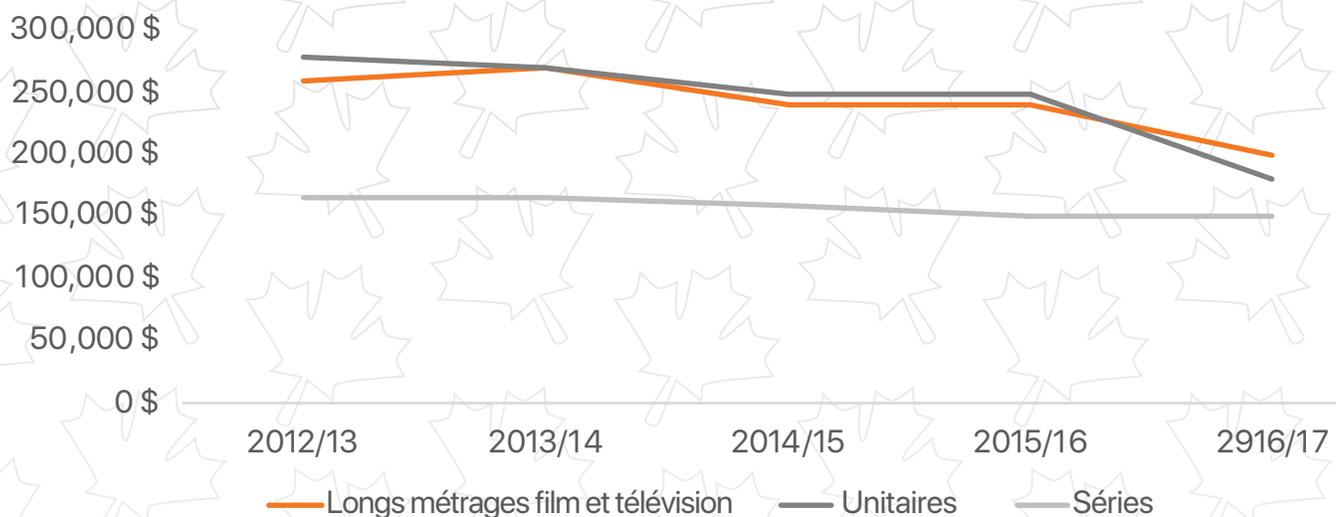
1.2 Les budgets moyens de la production documentaire de langue française ont baissé

Les budgets horaires moyens de la production documentaire de tous les formats pour le cinéma et la télévision de langue française ont baissé durant la période des cinq années examinées par cette étude. La moyenne des budgets horaires a été plus élevée pour les longs métrages, les émissions unitaires et documentaires télévisuels. Pour chacun de ces formats, cette moyenne s'est élevée à 239 k\$ par heure durant ces cinq années. Durant la même période, les budgets horaires des séries documentaires ont obtenu la moyenne la plus basse à environ 158 k\$ par heure. Les budgets horaires pour les séries ont été au plus bas en 2015-2016 et 2016-2017.

Tableau 38 : Budgets horaires moyens pour tous formats en langue française

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Longs métrages	264 556 \$	268 444 \$	230 928 \$	249 771 \$	188 926 \$
Émissions unitaires	274 690 \$	264 699 \$	220 812 \$	208 142 \$	234 347 \$
Séries	166 552 \$	165 333 \$	161 396 \$	143 890 \$	148 502 \$

Tableau 39 : Budgets horaires moyens pour tous formats en langue française



Durant les cinq années couvertes par notre étude, 63 % des séries documentaires avaient des budgets horaires se situant entre 100 k\$ et 249 k\$. En 2015-2016 et 2016-2017, la moyenne des budgets horaires s’est concentrée sur la partie la plus basse de l’échantillonnage et aucun budget par heure n’était de 500 k\$ ou plus.

Tableau 40 : Répartition par plage de budgets des budgets horaires, séries de langue française, 2012-2013 à 2016-2017

Séries	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Moins de 100 k\$	10 %	11 %	11 %	14 %	7 %
100 k\$ à 249 999 \$	59 %	50 %	62 %	68 %	78 %
250 k\$ à 499 999 \$	14 %	23 %	9 %	18 %	15 %
500 k\$ à 749 999 \$	9 %	0 %	5 %	0 %	0 %
750 k\$ à 999 999 \$	8 %	17 %	6 %	0 %	0 %
Plus de 1 M\$	0 %	0 %	8 %	0 %	0 %
Total	100 %				

La moitié des émissions documentaires unitaires possédaient un budget horaire moyen entre 250 k\$ et 499 k\$. Durant les cinq années considérées, la moyenne des budgets horaires a glissé vers la tranche entre 100 k\$ et 249 k\$.

Tableau 41 : Répartition par plage de budgets des budgets horaires, unitaires, langue française, 2012-2013 à 2016-2017

Émissions unitaires	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Moins de 100 k\$	2 %	1 %	4 %	4 %	2 %
100 k\$ à 249 999 \$	22 %	29 %	46 %	51 %	45 %
250 k\$ à 499 999 \$	68 %	66 %	43 %	46 %	41 %
500 k\$ à 749 999 \$	8 %	3 %	7 %	0 %	7 %
750 k\$ à 999 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	5 %
Plus de 1 M\$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	100 %				

La très grande majorité des longs métrages documentaires de langue française avait des budgets horaires de production compris entre 100 k\$ et 499 k\$. Pour 50 % de l'ensemble des longs métrages documentaires de langue française, les budgets horaires moyens de production allant de 250 k\$ à 499 k\$ et 42 % se trouvaient dans des moyennes comprises entre 100 k\$ et 249 k\$.

En 2013-2014, 19 % des projets avaient des budgets horaires de production compris entre 500 k\$ et 749 k\$.

Tableau 42 : Répartition par plage de budgets des budgets horaires, longs métrages, langue française, 2012-2013 à 2016-2017

Longs métrages	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Moins de 100 k\$	0 %	1 %	1 %	0 %	7 %
100 k\$ à 249 999 \$	55 %	37 %	28 %	39 %	57 %
250 k\$ à 499 999 \$	45 %	43 %	71 %	61 %	36 %
500 k\$ à 749 999 \$	0 %	19 %	0 %	0 %	0 %
750 k\$ à 999 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Plus de 1 M\$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	100 %				

1.2.1 Les budgets horaires moyens des coproductions de langue française régies par traité ont diminué

Les budgets horaires moyens des coproductions pour le cinéma et la télévision de langue française régies par traité ont connu un sommet en 2012-2013 à 239 k\$. Dans les années qui ont suivi, la moyenne des budgets horaires a fluctué, mais est demeurée sous la barre des 240 k\$.

Figure 43 : Budgets horaires moyens des coproductions, film et télévision, langue française, 2012-2013 à 2016-2017

Exercice financier	Budget moyen
2012/13	292 503 \$
2013/14	184 483 \$
2014/15	238 595 \$
2015/16	187 239 \$
2016/17	210 142 \$
Moyenne totale	226 193 \$

2. TENDANCES DU FINANCEMENT DE LA PRODUCTION DOCUMENTAIRE

2.1 Le financement de la production documentaire de langue anglaise a baissé

Le montant total du financement de la production indépendante de documentaires de langue anglaise est passé de 247 M\$ en 2012-2013 à 167 M\$ en 2016-2017, témoignant d'un volume de production à la baisse. Le montant total du financement provenant des télédiffuseurs privés a poursuivi son déclin observé dans les éditions antérieures du profil économique du secteur documentaire.¹⁸ D'un sommet de 78 M\$ en 2012-2013, le montant total des droits de licence payé par les télédiffuseurs privés est tombé à seulement 19 M\$ en 2016-2017, ce qui représente une chute de 75 %. La part du financement des télédiffuseurs privés nationaux est passée de 31 % du financement de l'ensemble des documentaires de langue anglaise en 2012-2013 à 12 % en 2016-2017.

Les autres sources de financement ont fluctué. Au cours de la période de 5 ans, la part du financement des télédiffuseurs publics est passée de 6 % en 2012-2013 à 8 % en 2016-2017, atteignant un pic de 9 % en 2015-2016. Le financement des télédiffuseurs publics a atteint la somme de 17 M\$ en 2015-2016, la plus grande part de cette augmentation allant au financement des séries documentaires. La participation de la Société Radio-Canada/CBC représente toujours une part importante du financement des télédiffuseurs publics.¹⁹ Le financement des distributeurs canadiens a fluctué, en passant d'un faible 11 % en 2012-2013 à 16 % en 2014-2015 et à nouveau en 2016-2017.

La part du financement investie par les sociétés de production a doublé de 1 % à 2 %, bien que le montant global soit resté le même. La part du financement étranger est passée de 4 % en 2012-2013 pour atteindre 16 % en 2014-2015. La part de financement provenant du Fonds des médias du Canada a augmenté au cours des deux dernières années, par contre, le montant total a été plus bas que lors des deux premières années de la période examinée. Le financement provenant d'autres sources a doublé, passant de 6 M\$ à 12 M\$.

Tableau 44 : Financement de la production documentaire en langue anglaise (tous formats), 2012-2013 à 2016-2017 (M\$)

Anglais	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	78 M\$	31 %	45 M\$	21 %	22 M\$	15 %	22 M\$	12 %	19 M\$	12 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	16 M\$	6 %	12 M\$	6 %	7 M\$	5 %	17 M\$	9 %	14 M\$	8 %
Crédits d'impôt fédéraux	26 M\$	10 %	22 M\$	10 %	15 M\$	10 %	18 M\$	10 %	16 M\$	10 %
Crédits d'impôt provinciaux	41 M\$	16 %	38 M\$	18 %	26 M\$	17 %	32 M\$	18 %	23 M\$	14 %
Société de production	3 M\$	1 %	4 M\$	2 %	3 M\$	2 %	3 M\$	2 %	3 M\$	2 %
Distributeur canadien	28 M\$	11 %	29 M\$	14 %	24 M\$	16 %	24 M\$	13 %	27 M\$	16 %
Étranger	10 M\$	4 %	25 M\$	12 %	24 M\$	16 %	20 M\$	11 %	14 M\$	8 %
Fonds des médias du Canada	29 M\$	12 %	20 M\$	10 %	16 M\$	10 %	31 M\$	17 %	27 M\$	16 %
Publics autres*	6 M\$	2 %	4 M\$	2 %	6 M\$	4 %	7 M\$	4 %	12 M\$	7 %
Privés autres**	12 M\$	5 %	10 M\$	5 %	8 M\$	5 %	9 M\$	5 %	12 M\$	7 %
Total	247 M\$	100 %	209 M\$	100 %	152 M\$	100 %	184 M\$	100 %	167 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.1.1 Le financement de la production de séries documentaires de langue anglaise a baissé de moitié

Le financement de la production de séries documentaires de langue anglaise a diminué de moitié entre les années 2012-2013 et 2016-2017, passant d'un budget total de productions de 199 M\$ à 99 M\$ en 2016-2017, soulignant une baisse du volume de productions. Tout comme le volume total de production a décliné, le montant total du financement de l'ensemble des investisseurs a baissé, mises à part deux exceptions. Le financement des investisseurs étrangers a augmenté de 8 M\$ en 2012-2013 à 11 M\$ en 2016-2017. Le financement des financeurs publics autres que le FMC a également augmenté de 4 M\$ à 9 M\$ au cours de la même période.

Le financement des télédiffuseurs privés, mis à part les investissements du Fonds des médias du Canada, a diminué de 81 %, allant d'un sommet de 70 M\$ en 2012-2013 jusqu'à baisser à 13 M\$ en 2016-2017. La part de financement de séries documentaires que représentent ces télédiffuseurs privés a chuté de 35 % en 2012-2013 à seulement 13 % en 2016-2017.

Tableau 45 : Financement de la production de séries documentaires en langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	70 M\$	35 %	37 M\$	24 %	17 M\$	17 %	18 M\$	15 %	13 M\$	13 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	11 M\$	6 %	5 M\$	3 %	2 M\$	2 %	10 M\$	8 %	7 M\$	7 %
Crédits d'impôt fédéraux	21 M\$	11 %	17 M\$	11 %	10 M\$	11 %	13 M\$	10 %	10 M\$	10 %
Crédits d'impôt provinciaux	32 M\$	16 %	28 M\$	18 %	16 M\$	17 %	22 M\$	18 %	13 M\$	13 %
Société de production	2 M\$	1 %	2 M\$	1 %	1 M\$	1 %	2 M\$	1 %	1 M\$	1 %
Distributeur canadien	26 M\$	13 %	26 M\$	17 %	20 M\$	21 %	21 M\$	17 %	22 M\$	22 %
Étranger	8 M\$	4 %	22 M\$	14 %	21 M\$	22 %	16 M\$	13 %	11 M\$	11 %
Fonds des médias du Canada	18 M\$	9 %	8 M\$	5 %	4 M\$	4 %	17 M\$	13 %	12 M\$	12 %
Publics autres*	4 M\$	2 %	4 M\$	2 %	2 M\$	2 %	3 M\$	2 %	9 M\$	9 %
Privés autres**	6 M\$	3 %	5 M\$	3 %	2 M\$	2 %	3 M\$	2 %	2 M\$	2 %
Total	199 M\$	100 %	154 M\$	100 %	95 M\$	100 %	123 M\$	100 %	99 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

Dans le marché de langue anglaise, le financement d'émissions documentaires unitaires a augmenté d'un montant total de 36 M\$ en 2012-2013 à 46 M\$ en 2016-2017, soit une augmentation de 29 %. Le financement provenant des distributeurs canadiens et d'investisseurs étrangers a augmenté de manière significative sur la période de cinq ans, triplant de 1 M\$ en 2012-2013 à 3 M\$ en 2016-2017, respectivement.

Tableau 46 : Financement de la production d'émissions documentaires unitaires en langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	6 M\$	18 %	6 M\$	14 %	5 M\$	13 %	3 M\$	7 %	5 M\$	11 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	4 M\$	12 %	6 M\$	13 %	4 M\$	10 %	6 M\$	14 %	6 M\$	13 %
Crédits d'impôt fédéraux	3 M\$	9 %	4 M\$	9 %	3 M\$	9 %	4 M\$	10 %	4 M\$	10 %
Crédits d'impôt provinciaux	6 M\$	18 %	9 M\$	20 %	6 M\$	17 %	7 M\$	17 %	8 M\$	17 %
Société de production	738 k\$	2 %	769 k\$	2 %	922 k\$	3 %	1 M\$	3 %	1 M\$	3 %
Distributeur canadien	1 M\$	3 %	2 M\$	4 %	2 M\$	7 %	1 M\$	4 %	3 M\$	7 %
Étranger	1 M\$	3 %	2 M\$	4 %	1 M\$	4 %	3 M\$	8 %	3 M\$	6 %
Fonds des médias du Canada	9 M\$	24 %	11 M\$	25 %	8 M\$	22 %	10 M\$	25 %	11 M\$	24 %
Publics autres*	1 M\$	4 %	1 M\$	3 %	2 M\$	4 %	2 M\$	6 %	2 M\$	3 %
Privés autres**	2 M\$	7 %	3 M\$	6 %	4 M\$	12 %	3 M\$	8 %	3 M\$	7 %
Total	36 M\$	100 %	45 M\$	100 %	36 M\$	100 %	41 M\$	100 %	46 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.1.2 Le financement de la production longs métrages documentaires de langue anglaise a augmenté de manière importante

Le financement de la production longs métrages documentaires de langue anglaise a augmenté de 67 % entre 2012-2013 et 2016-2017. Les augmentations les plus significatives proviennent du triplement des droits de licence des télédiffuseurs publics et de fonds publics autres que le FMC. Le financement des distributeurs canadiens a doublé en cinq ans.

Tableau 47 : Financement de la production de longs métrages documentaires en langue anglaise, film et télévision, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	1 M\$	8 %	913 k\$	8 %	1 M\$	6 %	1 M\$	5 %	1 M\$	5 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	301 k\$	2 %	753 k\$	7 %	1 M\$	6 %	2 M\$	8 %	960 k\$	4 %
Crédits d'impôt fédéraux	1 M\$	10 %	1 M\$	9 %	2 M\$	8 %	2 M\$	8 %	2 M\$	8 %
Crédits d'impôt provinciaux	2 M\$	17 %	2 M\$	17 %	4 M\$	16 %	4 M\$	17 %	3 M\$	13 %
Société de production	335 k\$	3 %	820 k\$	7 %	697 k\$	3 %	304 k\$	1 %	527 k\$	2 %
Distributeur canadien	985 k\$	7 %	2 M\$	14 %	1 M\$	7 %	2 M\$	10 %	2 M\$	8 %
Étranger	703 k\$	5 %	2 M\$	11 %	2 M\$	10 %	859 k\$	4 %	207 k\$	1 %
Fonds des médias du Canada	2 M\$	15 %	937 k\$	8 %	4 M\$	19 %	4 M\$	21 %	4 M\$	17 %
Publics autres*	908 k\$	7 %	633 k\$	6 %	3 M\$	14 %	2 M\$	8 %	3 M\$	12 %
Privés autres**	4 M\$	26 %	1 M\$	13 %	2 M\$	11 %	3 M\$	16 %	7 M\$	29 %
Total	14 M\$	100 %	11 M\$	100 %	21 M\$	100 %	20 M\$	100 %	23 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.1.3 Toutes les sources de financement de coproductions de longs métrages documentaires de langue anglaise ont décliné

Le financement pour les parts canadiennes des coproductions documentaires de langue anglaise régies par un traité a chuté de 56 %. Le financement de toutes les sources s'est effondré à l'exception des télédiffuseurs publics et d'autres sources de financement privé. La part de financement de ces sources a même augmenté.

Tableau 48 : Financement des coproductions de longs métrages documentaires en langue anglaise, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	3 M\$	35 %	3 M\$	31 %	4 M\$	32 %	1 M\$	22 %	210 k\$	7 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	0 \$	0 %	432 k\$	5 %	178 k\$	2 %	435 k\$	9 %	641 k\$	20 %
Crédits d'impôt fédéraux	611 k\$	8 %	722 k\$	9 %	661 k\$	9 %	496 k\$	11 %	304 k\$	10 %
Crédits d'impôt provinciaux	1 M\$	19 %	2 M\$	18 %	1 M\$	17 %	727 k\$	16 %	467 k\$	15 %
Société de production	192 k\$	3 %	174 k\$	2 %	352 k\$	5 %	39 k\$	1 %	104 k\$	3 %
Distributeur canadien	0 \$	0 %	379 k\$	4 %	0 \$	0 %	105 k\$	2 %	49 k\$	2 %
Étranger	725 k\$	10 %	209 k\$	2 %	578 k\$	8 %	60 k\$	1 %	182 k\$	6 %
Fonds des médias du Canada	2 M\$	24 %	2 M\$	21 %	2 M\$	23 %	2 M\$	31 %	931 k\$	29 %
Publics autres*	0 \$	0 %	423 k\$	5 %	215 k\$	3 %	108 k\$	2 %	200 k\$	6 %
Privés autres**	31 k\$	0 %	190 k\$	2 %	70 k\$	1 %	205 k\$	4 %	80 k\$	3 %
Total	7 M\$	100 %	9 M\$	100 %	7 M\$	100 %	5 M\$	100 %	3 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.2 Le financement de la production de documentaires de langue française a baissé

Concernant le marché de langue française, le financement a baissé de 18 %, à l'image du déclin de tous les autres niveaux de production. Les droits de licence payés par les télédiffuseurs privés ont augmenté par rapport à 2012-2013, tout comme leur part dans le financement global, qui est passée de 15 % à 22 % de l'ensemble du financement. La part de financement du Fonds des médias du Canada a baissé de 34 % en 2012-2013 pour atteindre 22 % en 2016-2017. Le montant total de la contribution du FMC a également été réduit de 25 M\$ à 14 M\$ pour la même période.

Tableau 49 : Financement de la production documentaire en langue française (tous formats), 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	12 M\$	16 %	11 M\$	16 %	18 M\$	23 %	19 M\$	26 %	13 M\$	22 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	9 M\$	12 %	7 M\$	11 %	9 M\$	12 %	9 M\$	13 %	9 M\$	14 %
Crédits d'impôt fédéraux	7 M\$	9 %	6 M\$	10 %	8 M\$	10 %	8 M\$	11 %	7 M\$	11 %
Crédits d'impôt provinciaux	13 M\$	18 %	12 M\$	19 %	14 M\$	18 %	13 M\$	18 %	10 M\$	17 %
Société de production	2 M\$	3 %	4 M\$	6 %	2 M\$	3 %	2 M\$	2 %	2 M\$	4 %
Distributeur canadien	852 k\$	1 %	874 k\$	1 %	885 k\$	1 %	306 k\$	0 %	521 k\$	1 %
Étranger	1,1 M\$	1 %	185 k\$	0 %	105 k\$	0 %	999 k\$	1 %	46 k\$	0 %
Fonds des médias du Canada	25 M\$	34 %	19 M\$	29 %	20 M\$	26 %	17 M\$	23 %	14 M\$	22 %
Publics autres*	3 M\$	4 %	4 M\$	5 %	3 M\$	4 %	3 M\$	4 %	4 M\$	6 %
Privés autres**	2 M\$	2 %	2 M\$	3 %	3 M\$	3 %	2 M\$	2 %	2 M\$	4 %
Total	75 M\$	100 %	66 M\$	100 %	76 M\$	100 %	73 M\$	100 %	61 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.2.1 Le financement de la production de séries documentaires de langue française a baissé

Le financement de séries documentaires en langue française est passé de 58 M\$ en 2012-2013 à 43 M\$ en 2016-2017. Cette baisse est attribuable principalement aux distributeurs canadiens (- 85 %) et aux sources de financement étrangères (- 98 %).

Au cours de la même période, le financement du FMC a diminué de 51 %, baissant de presque 20 M\$ en 2012-2013 jusqu'à un peu moins de 10 M\$ en 2016-2017. Les fonds publics, autres que le FMC, ont augmenté de 58 %, d'un peu moins de 2 M\$ en 2012-2013 à presque 3 M\$ en 2016-2017.

Tableau 50 : Financement de la production de séries documentaires en langue française, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	11 M\$	18 %	9 M\$	21 %	15 M\$	26 %	15 M\$	28 %	12 M\$	27 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	6 M\$	11 %	4 M\$	10 %	7 M\$	11 %	7 M\$	12 %	6 M\$	13 %
Crédits d'impôt fédéraux	6 M\$	10 %	5 M\$	10 %	6 M\$	10 %	6 M\$	11 %	5 M\$	11 %
Crédits d'impôt provinciaux	10 M\$	17 %	8 M\$	17 %	10 M\$	17 %	9 M\$	17 %	7 M\$	15 %
Société de production	2 M\$	3 %	3 M\$	5 %	1 M\$	2 %	1 M\$	2 %	937 k\$	2 %
Distributeur canadien	796 k\$	1 %	547 k\$	1 %	610 k\$	1 %	183 k\$	0 %	122 k\$	0 %
Étranger	972 k\$	2 %	86 k\$	0 %	37 k\$	0 %	847 k\$	2 %	16 k\$	0 %
Fonds des médias du Canada	20 M\$	33 %	13 M\$	30 %	15 M\$	27 %	13 M\$	23 %	10 M\$	22 %
Publics autres*	2 M\$	3 %	2 M\$	4 %	2 M\$	3 %	2 M\$	4 %	3 M\$	7 %
Privés autres**	1 M\$	2 %	758 k\$	2 %	1 M\$	2 %	726 k\$	1 %	1 M\$	3 %
Total	58 M\$	100 %	45 M\$	100 %	58 M\$	100 %	56 M\$	100 %	43 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

Globalement, le financement des émissions documentaires unitaires en langue française a augmenté de 11 % sur les cinq années examinées de 2012-2013 à 2016-2017. La plus large part de financement est venue des fonds privés autres.

Tableau 51 : Financement de la production d'émissions documentaires unitaires en langue française, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	742 k\$	6 %	1 M\$	8 %	2 M\$	15 %	3 M\$	18 %	2 M\$	12 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	2 M\$	15 %	2 M\$	15 %	2 M\$	14 %	2 M\$	15 %	3 M\$	17 %
Crédits d'impôt fédéraux	1 M\$	8 %	1 M\$	9 %	1 M\$	10 %	2 M\$	10 %	2 M\$	10 %
Crédits d'impôt provinciaux	3 M\$	20 %	3 M\$	20 %	3 M\$	19 %	3 M\$	19 %	3 M\$	19 %
Société de production	388 k\$	3 %	873 k\$	6 %	661 k\$	5 %	372 k\$	2 %	545 k\$	4 %
Distributeur canadien	44 k\$	0 %	72 k\$	0 %	150 k\$	1 %	93 k\$	1 %	49 k\$	0 %
Étranger	130 k\$	1 %	0 \$	0 %	68 k\$	0 %	152 k\$	1 %	18 k\$	0 %
Fonds des médias du Canada	5 M\$	36 %	5 M\$	34 %	3 M\$	24 %	4 M\$	23 %	4 M\$	25 %
Publics autres*	1 M\$	9 %	953 k\$	7 %	896 k\$	7 %	980 k\$	6 %	1 M\$	8 %
Privés autres**	178 k\$	1 %	191 k\$	1 %	648 k\$	5 %	695 k\$	4 %	796 k\$	5 %
Total	13 M\$	100 %	15 M\$	100 %	14 M\$	100 %	16 M\$	100 %	15 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.2.2 Le financement de la production de longs métrages documentaires de langue française, film et télévision, a fluctué

Le financement de la production de longs métrages documentaires en langue française a fluctué, reflétant les variations du volume total de production. Le financement du Fonds des médias du Canada a chuté de presque 50 %, passant de 795 k\$ en 2012-2013 à 431 k\$ en 2016-2017. Toutefois, la part du financement contribué par le FMC a légèrement augmenté au cours de la même période, pendant que le financement d'autres sources a baissé, notamment les droits de licence des télédiffuseurs privés qui ont chuté de 62 %. Les autres sources de financement privé ont augmenté de 160 %.

Tableau 52 : Financement de la production longs métrages documentaires (film et télévision) en langue française, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	339 k\$	9 %	404 k\$	5 %	644 k\$	12 %	489 k\$	16 %	130 k\$	12 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	385 k\$	10 %	720 k\$	9 %	296 k\$	6 %	145 k\$	5 %	377 k\$	17 %
Crédits d'impôt fédéraux	251 k\$	7 %	584 k\$	7 %	386 k\$	7 %	193 k\$	6 %	342 k\$	10 %
Crédits d'impôt provinciaux	915 k\$	24 %	2 M\$	23 %	1 M\$	21 %	513 k\$	17 %	850 k\$	19 %
Société de production	132 k\$	3 %	762 k\$	10 %	385 k\$	7 %	189 k\$	6 %	760 k\$	4 %
Distributeur canadien	11 k\$	0 %	255 k\$	3 %	125 k\$	2 %	30 k\$	1 %	350 k\$	0 %
Étranger	0 \$	0 %	99 k\$	1 %	0 \$	0 %	0 \$	0 %	11 k\$	0 %
Fonds des médias du Canada	795 k\$	21 %	918 k\$	12 %	768 k\$	15 %	365 k\$	12 %	431 k\$	25 %
Publics autres*	868 k\$	23 %	2 M\$	21 %	1 M\$	20 %	744 k\$	26 %	676 k\$	8 %
Privés autres**	149 k\$	4 %	779 k\$	10 %	481 k\$	9 %	344 k\$	11 %	388 k\$	5 %
Total	4 M\$	100 %	8 M\$	100 %	5 M\$	100 %	3 M\$	100 %	4 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés.

2.2.3 Le financement des coproductions de longs métrages documentaires de langue française régies par un traité a fluctué

Le financement des coproductions de longs métrages documentaires de langue française a fluctué, reflétant les variations du volume total de production. En 2016-2017, les télédiffuseurs canadiens privés et les distributeurs canadiens n'ont participé à aucune coproduction en langue française.

Tableau 53 : Financement de la coproduction de longs métrages documentaires en langue française, 2012-2013 à 2016-2017

	2012/13	%	2013/14	%	2014/15	%	2015/16	%	2016/17	%
Droits de licence télédiffuseurs privés	50 k\$	2 %	0 \$	0 %	75 k\$	4 %	100 k\$	5 %	0 \$	0 %
Droits de licence télédiffuseurs publics	804 k\$	24 %	456 k\$	33 %	593 k\$	30 %	509 k\$	26 %	682 k\$	28 %
Crédits d'impôt fédéraux	351 k\$	11 %	153 k\$	11 %	228 k\$	11 %	200 k\$	10 %	257 k\$	11 %
Crédits d'impôt provinciaux	651 k\$	20 %	344 k\$	25 %	473 k\$	24 %	366 k\$	19 %	462 k\$	19 %
Société de production	153 k\$	5 %	63 k\$	5 %	57 k\$	3 %	71 k\$	4 %	182 k\$	8 %
Distributeur canadien	125 k\$	4 %	0 \$	0 %	0 \$	0 %	20 k\$	1 %	0 \$	0 %
Étranger	521 k\$	16 %	41 k\$	3 %	43 k\$	2 %	17 k\$	1 %	34 k\$	1 %
Fonds des médias du Canada	477 k\$	14 %	307 k\$	3 %	540 k\$	27 %	444 k\$	23 %	618 k\$	26 %
Publics autres*	194 k\$	6 %	0 \$	0 %	0 \$	0 %	246 k\$	12 %	88 k\$	4 %
Privés autres**	0 \$	0 %	0 \$	0 %	0 \$	0 %	0 \$	0 %	75 k\$	3 %
Total	3 M\$	100 %	1 M\$	100 %	2 M\$	100 %	2 M\$	100 %	3 M\$	100 %

*Autres publics inclut l'ONF, Téléfilm, gouvernements provinciaux et autres agences publiques

**Autres privés inclut, fonds indépendants de production, investissements en capital des télédiffuseurs et autres investisseurs privés

2.3 Les droits de licence des télédiffuseurs ont diminué

Les droits de licence des télédiffuseurs sont une source importante de financement des documentaires canadiens. Les droits de licence des télédiffuseurs publics et privés ont représenté 31 % de l'ensemble du financement de la production documentaire en langue anglaise et française durant notre période de référence de cinq années. Cependant, la proportion du financement des documentaires canadiens provenant des droits de licence payés par les télédiffuseurs canadiens a été réduite de 35 % de l'ensemble du financement entre les années 2006-2007 et 2010-2011.²⁰ Comparée aux autres genres, la part de financement provenant des droits de licence des télédiffuseurs a baissé davantage pour les documentaires.

Les droits de licence des télédiffuseurs canadiens publics et privés représentaient 38 % en 2012-2013 avant de chuter entre 29 % et 27 % les années suivantes.

Tableau 54 : Part totale du financement provenant des droits de licence des télédiffuseurs canadiens publics et privés - production indépendante en langue anglaise et française

Genre	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Mode de vie / Intérêt général	64 %	57 %	56 %	57 %	53 %
Variété et arts de la scène	50 %	52 %	53 %	57 %	52 %
Moyenne documentaire	38 %	29 %	27 %	28 %	27 %
Fiction	23 %	24 %	21 %	24 %	22 %
Émissions pour enfants	26 %	22 %	27 %	22 %	16 %
Documentaire unitaire - langue anglaise	30 %	27 %	24 %	22 %	25 %
Séries documentaires - langue anglaise	43 %	29 %	21 %	24 %	22 %
Documentaire unitaire - langue française	21 %	22 %	29 %	33 %	29 %
Séries documentaires - langue française	30 %	32 %	38 %	42 %	41 %

Le niveau des droits de licence payés par les télédiffuseurs pour les séries documentaires a diminué de façon significative, passant de 99 M\$ en 2012-2013 à seulement 37 M\$ en 2016-2017, soit une chute de 62 %. La part de financement que représentent ces droits de licence a également diminué, de 40 % du financement en 2012-2013 à seulement 28 % en 2016-2017. En ce qui concerne les émissions unitaires, incluant les longs métrages, les montants sont demeurés relativement stables.

Tableau 55 : Part et montants totaux des droits de licence pour les documentaires, par format

Volume total de Production	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Séries	245 003 632 \$	188 880 175 \$	145 599 032 \$	170 371 826 \$	134 819 301 \$
Unitaires et longs métrages	50 990 403 \$	62 949 920 \$	49 016 028 \$	55 016 185 \$	58 752 349 \$
Part du financement des droits de licence	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Séries	40 %	30 %	28 %	30 %	28 %
Unitaires et longs métrages	28 %	26 %	25 %	25 %	26 %
Droits de licence des télédiffuseurs	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Séries	98 583 875 \$	56 482 147 \$	40 623 061 \$	50 270 109 \$	37 391 946 \$
Unitaires et longs métrages	14 024 743 \$	16 278 062 \$	12 374 915 \$	13 898 843 \$	15 224 906 \$

2.3.1 Les droits de licence des télédiffuseurs pour les documentaires de langue anglaise

La baisse de la part de financement provenant des droits de licence des télédiffuseurs a touché le marché en langue anglaise. Pour ce marché, la part de financement provenant des droits de licence des télédiffuseurs pour les séries documentaires a connu la baisse la plus marquée, passant de 43 % du financement en 2012-2013 à 22 % en 2016-2017.

La médiane²¹ des droits de licence pour les séries documentaires en 2016-2017 se situait presque à la moitié de ce qu'elle était en 2012-2013, après une baisse de 46 % sur ces cinq années. Les médianes des droits de licence pour les séries se montaient en effet à moins de la moitié du niveau qu'elles affichaient en 2012-2013 à chacune des années suivantes, soit de 2013-2014 à 2015-2016. Cette tendance peut être attribuable à la baisse des projets durant ces années.²² 98 séries documentaires ont été produites en 2012-2013, contre 71 en 2013-2014, et baissant même jusqu'à 61 en 2016-2017.

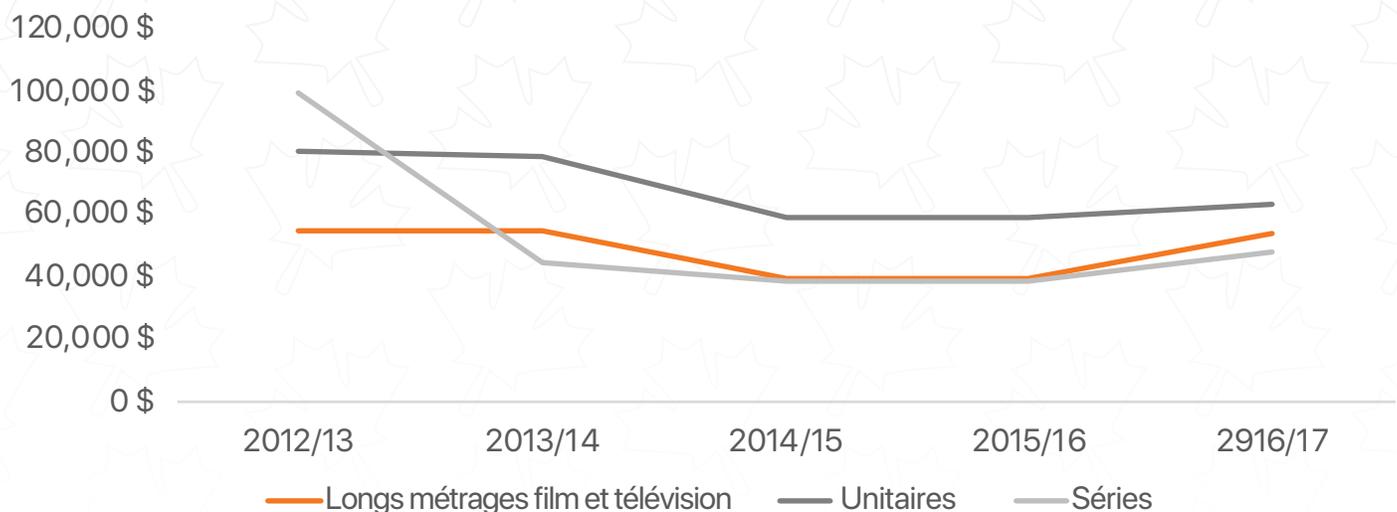
Comme nous l'avons mentionné précédemment, pour les producteurs indépendants, la consolidation de l'industrie de la télédiffusion a augmenté la difficulté d'obtenir des droits de licence avantageux. Les négociations qui se déroulaient autrefois entre les producteurs et plusieurs télédiffuseurs pour différentes fenêtres de diffusion, ne se font maintenant le plus souvent qu'avec un seul acheteur. Ajouté au fait qu'il y a de moins en moins de possibilités de produire des séries documentaires indépendantes, ces facteurs ont contribué à la baisse des droits de licence.

La valeur des médianes des droits de licence pour des émissions documentaires unitaires ont également diminué par rapport à 2012-2013, bien qu'elles aient augmenté de 26 % pour la dernière année de notre analyse, en 2016-2017.

Tableau 56 : Valeur médiane des droits de licence des documentaires par heure et par format, langue anglaise

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Longs métrages	53 846 \$	54 075 \$	38 152 \$	53 667 \$	53 633 \$
Unitaires	82 985 \$	76 596 \$	60 071 \$	68 591 \$	104 500 \$
Séries	101 739 \$	46 000 \$	37 233 \$	48 109 \$	56 347 \$

Tableau 57 : Valeur médiane des droits de licence des documentaires de langue anglaise, par heure et par format



La répartition des droits de licence pour les séries a glissé vers le bas au cours des cinq années examinées. 46 % des licences se situaient au-dessus de 250 k\$ en 2012-2013, comparé à 27 % en 2016-2017. Les droits de licence ont varié dans les autres tranches, mais ont plutôt augmenté dans les tranches sous les 100 k\$.

Tableau 58 : Répartition des droits de licence des séries documentaires de langue anglaise, par plage de budget, par heure

Séries	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Plus de 300 k\$	32 %	15 %	15 %	22 %	7 %
250 k\$ à 299 999 \$	14 %	5 %	13 %	5 %	17 %
200 k\$ à 249 999 \$	8 %	4 %	10 %	5 %	17 %
150 k\$ à 199 999 \$	14 %	19 %	8 %	16 %	26 %
100 k\$ à 149 999 \$	17 %	23 %	17 %	20 %	10 %
50 k\$ à 99 999 \$	11 %	20 %	18 %	22 %	19 %
Sous 50 k\$	5 %	14 %	20 %	11 %	5 %
Total	100 %				

Concernant les émissions documentaires unitaires, nous assistons à une baisse très nette vers les droits de licence les plus bas. Seulement 5 % des droits de licence de diffusion valaient 250 k\$ ou plus en 2016-2017, comparé à 20 % en 2012-2013. Les droits de licence dans la tranche de 100 k\$ à 200 k\$ ont augmenté au cours de ces cinq années. Ils représentaient 49 % de toutes les licences en 2012-2013, et ont atteint 63 % en 2016-2017.

Tableau 59 : Répartition des droits de licence des documentaires unitaires de langue anglaise, par plage de budget, par heure

Émission unitaire	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Plus de 300 k\$	15 %	14 %	12 %	3 %	3 %
250 k\$ à 299 999 \$	5 %	4 %	3 %	3 %	2 %
200 k\$ à 249 999 \$	5 %	9 %	2 %	2 %	13 %
150 k\$ à 199 999 \$	20 %	16 %	21 %	27 %	27 %
100 k\$ à 149 999 \$	29 %	30 %	34 %	39 %	36 %
50 k\$ à 99 999 \$	17 %	17 %	17 %	14 %	12 %
Sous 50 k\$	8 %	9 %	11 %	11 %	7 %
Total	100 %				

Les droits de licence pour les longs métrages documentaires se sont concentrés dans les tranches de tarifs les plus basses. La très grande majorité de ces droits de licence ont été évaluées à moins de 150 k\$.

Tableau 60 : Répartition des droits de licence des longs métrages documentaires de langue anglaise, par plage de budget, par heure

Longs métrages	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Plus de 300 k\$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
250 k\$ à 299 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	19 %
200 k\$ à 249 999 \$	0 %	0 %	12 %	0 %	0 %
150 k\$ à 199 999 \$	29 %	14 %	0 %	17 %	11 %
100 k\$ à 149 999 \$	0 %	48 %	30 %	29 %	8 %
50 k\$ à 99 999 \$	62 %	21 %	41 %	47 %	50 %
Sous 50 k\$	10 %	16 %	18 %	7 %	12 %
Total	100 %				

2.3.2 Les droits de licence des télédiffuseurs pour les documentaires de langue française

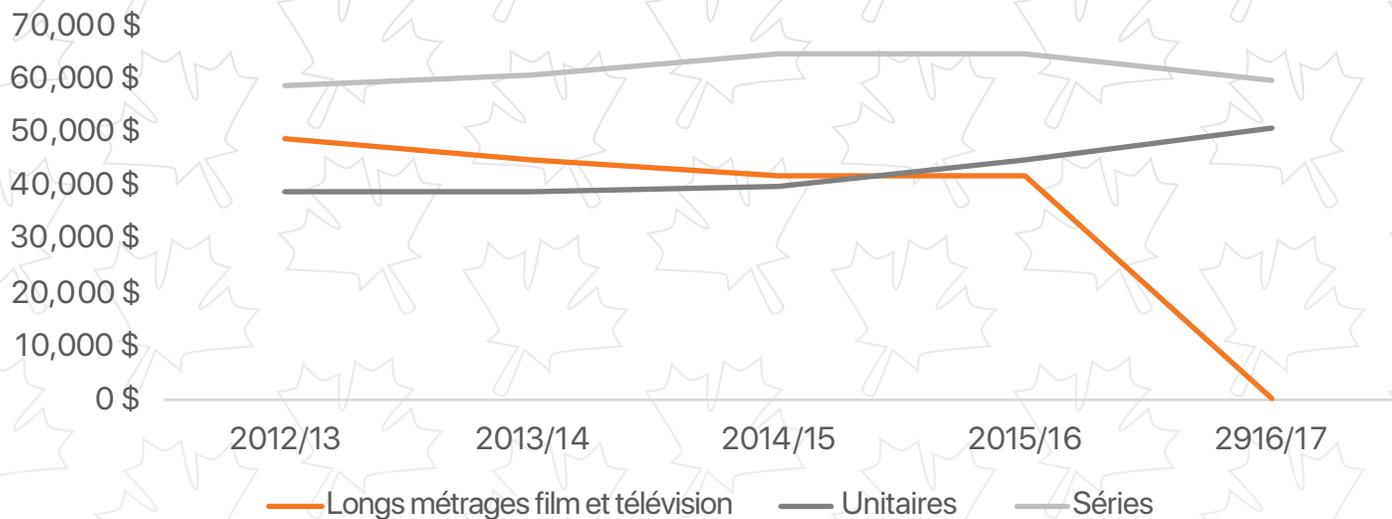
La part de financement des documentaires de langue française provenant des droits de licence des télédiffuseurs canadiens a augmenté au cours de la période examinée. Pour le marché de langue française, la part de financement provenant des droits de licence des télédiffuseurs est passé de 30 % du financement total à 41 %.

La médiane des droits de licence a légèrement augmentée de 2012-2013 à 2015-2016. Les droits de licence pour les longs métrages documentaires de langue française ont été légèrement à la baisse en 2016-2017.

Tableau 61 : Valeur médiane des droits de licence des documentaires de langue française, par heure et par format

	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Long métrage	46 938 \$	45 652 \$	43 750 \$	50 635 \$	0 \$
Unitaire	57 389 \$	62 562 \$	65 000 \$	65 159 \$	61 750 \$
Séries	38 407 \$	41 505 \$	47 049 \$	53 846 \$	54 427 \$

Tableau 62 : Valeur médiane des droits de licence des documentaires de langue française, par heure et par format



Les droits de licence pour les séries documentaires en langue française se sont concentrés dans les tranches les plus basses, à moins de 150 k\$. Peu de licences se sont retrouvées dans les tranches de budget horaire plus élevées. Sur les cinq années examinées, la proportion des droits de licence compris dans la fourchette de 50 k\$ à 100 k\$ a doublé, pour passer de 27 % à 55 % de l'ensemble des droits de licence.

Figure 63 : Répartition des droits de licence des séries documentaires de langue française, par plage de budget, par heure

Séries	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Plus de 300 k\$	21 %	24 %	13 %	0 %	0 %
250 k\$ à 299 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
200 k\$ à 249 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	7 %
150 k\$ à 199 999 \$	0 %	0 %	4 %	0 %	5 %
100 k\$ à 149 999 \$	6 %	6 %	14 %	17 %	11 %
50 k\$ à 99 999 \$	27 %	23 %	40 %	57 %	55 %
Sous 50 k\$	46 %	47 %	29 %	26 %	22 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Les budgets horaires des émissions documentaires unitaires se sont concentrés dans la tranche de moins de 100 k\$ par heure. En 2016-2017, davantage de licences se sont retrouvées dans les tranches plus élevées, dont 11 % dans la tranche entre 250 k\$ et 300 k\$.

Tableau 64 : Répartition des droits de licence des documentaires unitaires de langue française, par plage de budget, par heure

Unitaires	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Plus de 300 k\$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
250 k\$ à 299 999 \$	8 %	0 %	0 %	5 %	11 %
200 k\$ à 249 999 \$	0 %	0 %	0 %	4 %	0 %
150 k\$ à 199 999 \$	0 %	4 %	3 %	3 %	4 %
100 k\$ à 149 999 \$	7 %	6 %	20 %	8 %	7 %
50 k\$ à 99 999 \$	65 %	68 %	65 %	68 %	66 %
Sous 50 k\$	21 %	22 %	12 %	12 %	11 %
Total	100 %				

Les budgets horaires des documentaires de longs métrages en langue française ont été très largement concentrés dans la tranche de moins de 100 k\$ par heure. Cependant, davantage de licences de tranche intermédiaire, entre 100 k\$ et 200 k\$, ont été accordées durant les trois années débutant en 2014-2015.

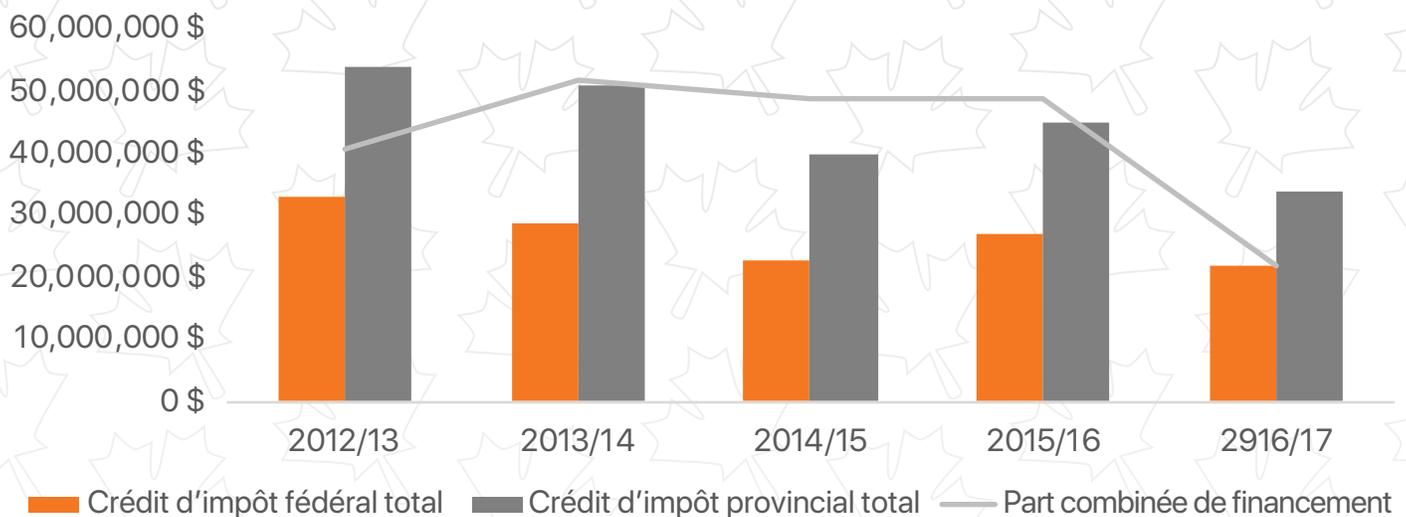
Tableau 65 : Répartition des droits de licence des longs métrages documentaires de langue française, par plage de budget, par heure

Longs métrages	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17
Plus de 300 k\$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
250 k\$ à 299 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
200 k\$ à 249 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
150 k\$ à 199 999 \$	0 %	0 %	0 %	0 %	27 %
100 k\$ à 149 999 \$	0 %	0 %	40 %	35 %	0 %
50 k\$ à 99 999 \$	55 %	81 %	39 %	48 %	50 %
Sous 50 k\$	45 %	19 %	20 %	16 %	23 %
Total	100 %				

2.4 Tendence à la baisse pour les crédits d'impôt à la production

La contribution financière totale provenant des crédits d'impôts des gouvernements fédéral et provinciaux a fluctué au cours des cinq années examinées, mais nous pouvons constater une tendance à la baisse. Alors que le volume de production diminuait, les contributions provenant du crédit d'impôts du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux diminuaient également. La part du financement global que représentait le crédit d'impôts a également diminué, passant de 29 % pour l'année 2013-2014 à 26 % en 2016-2017.

Tableau 66 : Contribution totale des crédits d'impôt à la production



3. Conclusions sommaires

Le montant total du financement pour le documentaire indépendant de tous les formats a baissé de façon significative entre 2012-2013 et 2016-2017.

Une tendance à remarquer pour ce secteur est la diminution des droits de licence payés par les télédifuseurs canadiens pour les documentaires de langue anglaise. Les télédifuseurs privés ont également diminué de façon importante le financement pour les documentaires de langue anglaise. La part de financement pour les licences des télédifuseurs a diminué davantage pour les documentaires que pour les autres genres. Hormis le Fonds des médias du Canada, les fonds publics pour la production de longs métrages documentaires de langue anglaise ont augmenté.

La moyenne des budgets horaire de production des documentaires de langue anglaise a fluctué durant les cinq années étudiées, et une tendance vers des budgets à la hausse peut être observée depuis 2014-2015. Les budgets horaire moyens ont été plus élevés pour les longs métrages documentaires, et les plus bas étaient ceux pour les séries documentaires.

Pour le marché de langue française aussi le financement des documentaires a diminué. Contrairement au marché de langue anglaise, les droits de licence des télédifuseurs privés n'ont pas baissé, mais les autres sources de financement ont décliné. Le budget horaire moyen de production pour les films et les émissions documentaires de langue française de tous les formats a baissé au cours de la période de cinq années examinées.







V. Survol des documentaires numériques

Les cinéastes et producteurs canadiens de documentaires créent des documentaires numériques pour diffusion commerciale linéaire en continu sur Internet et sur des plateformes interactives numériques. Cette section présente les résultats d'une enquête réalisée auprès de producteurs indépendants de documentaires canadiens.²³ La moitié des producteurs ayant répondu à cette enquête (60) ont déclaré avoir produit au moins un documentaire numérique au cours des deux derniers exercices financiers. Nous examinons les réponses de 39 producteurs de documentaires qui ont fourni des informations détaillées sur le volume de leur production numérique, son financement, sa distribution et sa monétisation. Par la suite, nous abordons la façon dont les financeurs nationaux publics et privés – Le Fonds des médias du Canada, le Fonds Bell et l'Office national du film (ONF) – soutiennent la production de documentaires numériques.

1. TENDANCES DE LA PRODUCTION INDÉPENDANTE DE DOCUMENTAIRES NUMÉRIQUES POUR LES MARCHÉS DE LANGUE ANGLAISE ET FRANÇAISE.

39 des producteurs sondés ont déclaré avoir produit au moins un documentaire indépendant canadien numérique au cours des deux derniers exercices financiers. 30 répondants étaient des producteurs de langue anglaise, cinq étaient des producteurs de langue française et quatre étaient d'origine linguistique non spécifiée.

Le budget total de ces productions documentaires numériques était de 18,4 M\$. Les documentaires de langue anglaise comptaient pour 88 % de ce volume total alors que les productions de langue française représentaient 5 % du volume total déclaré par les producteurs. Ceci est certainement dû au petit nombre de producteurs rendant compte de la production numérique en langue française. Le solde des budgets de production (6 %) était d'origine linguistique non spécifiée.

Tableau 67 : Documentaires numériques produits au cours des deux derniers exercices financiers

	Nombre de producteurs	Budgets totaux de production	Pourcentage du volume total de productions déclarées
Producteurs de documentaires numériques de langue anglaise	30	16 169 987 \$	88 %
Producteurs de documentaires numériques de langue française	5	1 023 000 \$	5 %
Langue du producteur non spécifiée	4	1 180 000 \$	6 %
Total de la production documentaire numérique	39	18 397 987 \$	100 %

Les répondants ont déclaré un total de 16 émissions documentaires unitaires. Les budgets de production pour les documentaires indépendants numériques unitaires s'échelonnaient entre 25 000 \$ et 2,5 M\$. Le budget de production moyen s'élevait à 315 k\$. Deux projets étaient de langue française et deux autres dont la langue n'était pas spécifiée.

Tableau 68 : Nombre, montant total et moyenne des budgets de production des documentaires indépendants numériques unitaires (épisodes uniques)

	Nombre de projets	Budgets totaux de production	Budget moyen de production
Unitaires	16	5 043 236 \$	315 202 \$

Tout en bas de l'échelle, une société de production a autofinancé son projet avec un budget de 25 000 \$. À l'autre extrémité de l'échelle, un long métrage documentaire a été produit avec un budget de production total de 2,5 M\$ et financé par un fonds public pour les industries créatives, des crédits d'impôt de production, du financement du distributeur et d'autres financements privés (prêt bancaire, financement participatif et capitaux privés).

23 répondants ont déclaré avoir produit plus d'un documentaire. 12 répondants ont produit deux documentaires chacun, pour un budget total de production de 3,5 M\$. Ce qui donne un budget moyen de production de 146 k\$.

Tableau 69 : Nombre, montant total et moyenne des budgets de production des documentaires indépendants numériques (plusieurs productions)

	Nombre de répondants	Budgets totaux de production	Budget moyen de production
Deux documentaires numériques	12	3 493 000 \$	145 542 \$
Trois à quatre documentaires numériques	4	3 785 000 \$	252 333 \$
Cinq ou plus, documentaires numériques	7	6 076 751 \$	59 576 \$

Quatre répondants ont produit de trois à quatre documentaires avec des budgets de production moyens de 252 k\$. Un producteur a déclaré des budgets totaux de production de 2,5 M\$, financés principalement par l'investissement du producteur et des crédits d'impôt à la production.

Sept producteurs ont produit plusieurs documentaires de cinq épisodes ou plus. Tous ces producteurs ont eu accès à du financement public pour leurs projets. Trois de ceux-ci ont obtenu des crédits d'impôt du fédéral et du provincial. Les budgets moyens de production par épisodes ont varié de 5 k\$ (pour un projet qui a reçu du financement public et une commandite) à 500 k\$ pour une série ayant obtenu des droits de licence d'un télédiffuseur.

2. TENDANCES DU FINANCEMENT POUR LE MARCHÉ DE LANGUE ANGLAISE

2.1 Les investissements des producteurs sont essentiels au financement

Les trois sources de financement les plus souvent citées pour la production de documentaires numériques de langue anglaise sont les fonds publics, suivi des investissements du producteur et des reports de salaires. 30 % des répondants ont également eu accès aux crédits d'impôt du fédéral et du provincial. La CBC a été identifiée comme une source de financement, tout comme la plateforme numérique Telus Optik. Le Telus Storyhive a été mentionné comme source de financement privée.

Tableau 70 : Sources de financement pour la production de documentaires numériques de langue anglaise produits durant les deux derniers exercices financiers

Sources de financement des productions	Pourcentage de répondants
Fonds publics pour les industries médiatiques créatives	64 %
Investissement du producteur	61 %
Report de salaires	39 %
Crédits d'impôt à la production, fédéral	30 %
Crédits d'impôt à la production, provincial	30 %
Commandites	27 %
Prêt bancaire ou autre emprunt	18 %
Avance ou investissement du distributeur	18 %
Capital privé	15 %
Financement participatif	12 %
Télédiffuseur	12 %
Autre	9 %
Bourse des conseils des arts	9 %
Plateformes numériques	6 %
Office national du film	6 %
Fondations	6 %
Fonds privés (par ex. : Telus Storyhive)	3 %

La vaste majorité des producteurs (85 %) a identifié l'investissement du producteur comme une source de financement au développement. 39 % des producteurs ont eu accès aux fonds d'industries créatives (par ex. : Fonds Bell, Fonds des médias du Canada, fonds provinciaux, etc.). 36 % des producteurs ont développé leur documentaire numérique sans financement, en utilisant des reports de salaires.

Tableau 71 : Sources de financement du développement de documentaires numériques de langue anglaise produits durant les deux derniers exercices financiers

Sources de financement du développement	Pourcentage de répondants
Investissement du producteur	85 %
Fonds publics pour les industries médiatiques créatives	39 %
Report de salaires	36 %
Investissement du distributeur	12 %
Télédiffuseur	12 %
Bourse des conseils des arts	9 %
Autres investissements privés	9 %

3. TENDANCES DU FINANCEMENT POUR LE MARCHÉ DE LANGUE FRANÇAISE

3.1 L'investissement du producteur est essentiel au financement

Les deux tiers des producteurs (67 %) dans le marché de langue française ont recours au crédit d'impôt fédéral pour financer leur production. La moitié des répondants ont indiqué construire leur financement par un investissement du producteur, le crédit d'impôt provincial et les fonds publics d'industries créatives. D'autres sources de financement incluaient des remboursements de taxes sur les services.

Tableau 72 : Sources de financement pour la production de documentaires numériques de langue française produits durant les deux derniers exercices financiers

Sources de financement de la production	Pourcentage de répondants
Crédits d'impôt à la production, fédéral	67 %
Investissement du producteur	50 %
Crédits d'impôt à la production, provincial	50 %
Fonds publics pour les industries médiatiques créatives	50 %
Avance ou investissement du distributeur	33 %
Bourse des conseils des arts	17 %
Plateformes numériques	17 %
Télédiffuseur	17 %
Autre	33 %

La majorité des producteurs (67 %) finance le développement de ses productions par son propre investissement. Un tiers accède également au financement des télédiffuseurs.

Tableau 73 : Sources de financement du développement de documentaires numériques de langue française produits durant les deux derniers exercices financiers

Sources de financement du développement – marché de langue française	Pourcentage de répondants
Investissement du producteur	67 %
Télédiffuseur	33 %
Fonds publics pour les industries médiatiques créatives	17 %
Bourse des conseils des arts	17 %
Autre	17 %

4. TENDANCES EN DISTRIBUTION ET MONÉTISATION - MARCHÉ DE LANGUE ANGLAISE

4.1 Les plateformes de diffusion en continu sont le premier canal de distribution

La distribution des documentaires numériques passe par plusieurs canaux, incluant les plateformes des télédiffuseurs canadiens et étrangers, comme CBC Gem ou Crave, ou sur YouTube, Amazon Prime Vidéo et Netflix. Les sites Web des producteurs offrent une autre possibilité de distribution.

Le premier choix (35 %) et plus courant canal de distribution pour les documentaires numériques canadiens était le site Web ou l'application d'un télédiffuseur canadien. Parmi les autres plateformes de deuxième choix, YouTube, est citée en premier avec, 34 %, suivie par le site Web ou l'application d'un télédiffuseur (31 %).

Tableau 74 : Plateformes prioritaires de distribution de documentaires numériques de langue anglaise produits durant les deux derniers exercices financiers

Plateformes prioritaires de distribution	Pourcentage de répondants
Site Web ou appli d'un télédiffuseur canadien	35 %
YouTube	25 %
CBC Gem	15 %
Site Web du producteur	10 %
Amazon	10 %
Site Web ou appli d'un télédiffuseur étranger	5 %

Tableau 75 : Plateformes secondaires de distribution de documentaires numériques de langue anglaise produits durant les deux derniers exercices financiers

Plateformes secondaires de distribution	Pourcentage de répondants
YouTube	34 %
Site Web ou appli d'un télédiffuseur canadien	31 %
Site Web du producteur	24 %
ONF.ca	10 %
Crave TV	7 %
Site Web ou appli d'un télédiffuseur étranger	7 %
iTunes	3 %
Amazon	3 %
Netflix	3 %
Aucune autre plateforme de distribution	14 %

Les producteurs monétisent leurs contenus par de multiples sources de revenus. 38 % des producteurs mentionnent monétiser leurs contenus par des ventes sur le marché éducatif. La publicité et le partage des revenus²⁴ ou des événements ont été cités par le quart (24 %) des producteurs. Les autres sources de monétisation incluent les ventes en ligne et les locations.

Tableau 76 : Sources de monétisation pour les documentaires numériques de langue anglaise produits durant les deux derniers exercices financiers

Sources de monétisation	Pourcentage de répondants
Ventes au marché éducatif	38 %
Publicité / partage des revenus	24 %
Événements	24 %
Frais de mise en ligne	21 %
Commandites	17 %
Service payant et abonnements	10 %
Autre	21 %

La moitié des producteurs (51 %) a mentionné des revenus bruts de 2 000 \$ ou moins.

Tableau 77 : Revenus bruts des documentaires numériques de langue anglaise produits durant les deux derniers exercices financiers

Revenus bruts	Pourcentage de répondants
< 1 000 \$	41 %
1 000 à 2 000 \$	10 %
2 000 à 5 000 \$	14 %
5 000 à 10 000 \$	17 %
> 10 000 \$	17 %

5. TENDANCES EN DISTRIBUTION ET MONÉTISATION - MARCHÉ DE LANGUE FRANÇAISE

5.1 Moins dépendants des plateformes de diffusion secondaires

Les plateformes prioritaires pour les documentaires numériques de langue française sont les sites Web ou les applications des télédiffuseurs canadiens, la plateforme du télédiffuseur étranger Arte Web-docs, la plateforme d'un distributeur et la plateforme des productions autochtones du Wapikoni Mobile. La plupart des répondants ne diffusent pas leurs documentaires sur une plateforme secondaire. Ceux qui le font utilisent YouTube et Vimeo.

Tableau 78 : Plateformes prioritaires de distribution de documentaires numériques de langue française produits durant les deux derniers exercices financiers

Plateformes prioritaires de distribution – marché de langue française	Pourcentage de répondants
Site Web ou appli d'un télédiffuseur canadien	40 %
Site Web ou appli d'un télédiffuseur étranger	20 %
Plateforme d'un distributeur	20 %
Plateforme du Wapikoni Mobile	20 %

Tableau 79 : Plateformes secondaires de distribution de documentaires numériques de langue française produits durant les deux derniers exercices financiers

Plateformes secondaires de distribution - marché de langue française	Pourcentage de répondants
Aucune autre plateforme de distribution	80 %
YouTube	20 %
Vimeo	20 %

La majorité des producteurs (60 %) ont mentionné les ventes au marché éducatif comme source de monétisation (80 % des répondants).

Tableau 80 : Sources de monétisation pour les documentaires numériques de langue française produits durant les deux derniers exercices financiers

Sources de monétisation – langue française	Pourcentage de répondants
Ventes au marché éducatif	60 %
Publicité / partage des revenus	20 %
Droits annexes	20 %
Événements	20 %

La majorité des répondants (80 %) a déclaré des revenus bruts de moins de 1 000 \$ provenant du marché éducatif.

Tableau 81 : Revenus bruts des documentaires numériques de langue française produits durant les deux derniers exercices financiers

Revenus bruts – langue française	Pourcentage de répondants
< 1 000 \$	80 %
1 000 à 2 000 \$	0 %
2 000 à 5 000 \$	0 %
5 000 à 10 000 \$	20 %
> 10 000 \$	0 %

6. FINANCEMENT DIRECT DES DOCUMENTAIRES NUMÉRIQUES

6.1 Financement direct du Fonds des médias du Canada

Le Fonds des médias du Canada offre un soutien destiné aux contenus diffusés sur les plateformes numériques interactives et de diffusion linéaire par ses deux sources de financement, son volet convergent et son volet expérimental. En 2017-2018, le FMC a lancé son programme pour les webséries dans son volet expérimental dans le but d'offrir une flexibilité accrue aux projets financés. Pour notre rapport, les données disponibles couvraient la période de 2010-2011 à 2017-2018. Toutes ces années ont été incluses dans notre analyse.²⁶

Financement direct du volet convergent du FMC

De 2010-2011 à 2017-2018, le FMC a soutenu un total de 101 projets de documentaires convergents numériques pour un budget total de 54 M\$. Parmi ceux-ci, on compte 74 projets en langue anglaise, 20 en langue française et 7 projets en langues autochtones. Les productions de langue anglaise ont compté pour 43,4 M\$, alors que les productions en langue française et autochtone ont atteint 10,5 M\$.

Tableau 82 : Nombre de documentaires numériques produits avec le financement du FMC, volet convergent, 2010-2011 à 2017-2018²⁷

Langue	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Total
Autochtones	3	1	1	1	0	0	1	0	7
Anglais	2	0	9	10	17	14	15	7	74
Français	3	2	3	3	4	1	3	1	20
Total	8	3	13	14	21	15	19	8	101

Tableau 83 : Budgets totaux (en \$) des documentaires numériques produits avec le financement du FMC, volet convergent, 2010-2011 à 2017-2018

Langue	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Total
Anglais	810 k	0	4,8 M	8,3 M	9,9 M		8,8 M		32,6 M
Toutes langues*	2,9 M	1,2 M	6,1 M	10,6 M	11,6 M	7,5 M	9,9 M	4,1 M	53,9 M

* Dû au faible nombre de projets, il est impossible de séparer les données sur les projets de langue française.

Un échantillonnage de deux projets soutenus par le volet convergent montre le financement par le FMC et des télédiffuseurs, et pour le marché de langue anglaise, un investissement privé.

Financement direct du volet expérimental du FMC

De 2010-2011 à 2017-2018, le FMC a soutenu la production de 12 documentaires numériques par son volet expérimental. Les trois quarts des projets (9 en tout) ont été produits en langue anglaise, deux étaient en langue française et un était bilingue.

Tableau 84 : Nombre de documentaires numériques produits avec le financement du FMC, volet expérimental, 2010-2011 à 2017-2018²⁸

Langue	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	Total
Bilingue	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Anglais	0	0	2	0	1	1	1	4	9
Français	1	0	0	1	0	0	0	0	2
Total	1	0	3	1	1	1	1	4	12

Le total des budgets de productions soutenus par le volet expérimental du FMC a été plus bas en 2017-2018, se montant seulement à 1,8 M\$ en production, comparé à 2012-2013, alors qu'il atteignait 2,9 M\$.

Tableau 85 : Budgets totaux des documentaires numériques produits avec le financement du FMC, volet expérimental, 2010-2011 à 2017-2018²⁹

	2012-2013	2017-2018	Total
Toutes langues	2 935 506 \$	1 832 609 \$	8 616 428 \$

Les projets soutenus par le volet expérimental étaient destinés à une variété de plateformes de distribution. L'examen de deux projets a révélé qu'un projet destiné à la plateforme d'un télédiffuseur a été financé conjointement par les droits de licence du télédiffuseur, les crédits d'impôt et des financements du FMC et du Fonds Bell. Un second projet créé pour une plateforme de réalité virtuelle a été financé par un investissement important du producteur et des fonds du FMC.

Financement direct du volet financement pour les webséries

En 2017-2018, le FMC a soutenu deux webséries documentaires de langue anglaise, dont la diffusion était prévue sur les plateformes de la CBC et de YouTube. Le montant total de l'aide du FMC s'est élevé à 289 908 \$.

6.2 Financement direct du Fonds Bell

En 2018, le Fonds Bell a procédé au lancement de son programme *Séries numériques de format court non-fiction* dans le but d'accorder du financement pour la production de contenu de non-fiction destiné aux plateformes vidéo de distribution en ligne. En 2018, le Fonds Bell a soutenu un nombre total de 8 webséries documentaires avec une aide directe de 1,1 M\$ sur un budget total de 1,9 M\$.

Les autres financeurs incluent les télédiffuseurs de langue anglaise et française, le Fonds Telus et Ontario créatif. Les plateformes de distribution incluaient CBC Gem, Tou.TV, Télé-Québec, Canal Savoir, Canal Vie, Ouisurf, Urbania.ca, YouTube et Facebook. Ces projets ont obtenu tous les deux des distributeurs nationaux et internationaux.

Tableau 86 : Nombre total de webséries documentaires produites avec le financement du Fonds Bell en 2017-2018³⁰

	Total		Anglais		Français	
	Projets		Projets	Pourcentage	Projets	Pourcentage
Applications totales	64		36	56 %	28	44 %
Nombre d'applications financées	28		17	61 %	11	39 %
Documentaires financés	8		5	63 %	3	38 %

Tableau 87 : Budgets totaux des webséries documentaires produites avec le financement du Fonds Bell en 2017-2018

	Total		Anglais		Français	
	Montant	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	
Budgets totaux	5 899 815 \$	4 046 763 \$	69 %	1 853 052 \$	31 %	
Financement total	4 373 126 \$	3 023 340 \$	69 %	1 349 786 \$	31 %	
Budgets des documentaires	1 855 115 \$	1 267 818 \$	68 %	587 297 \$	32 %	
Financement des documentaires	1 083 000 \$	675 000 \$	62 %	408 000 \$	38 %	

6.3 Production de documentaires numériques soutenus par l'Office national du film

L'Office national du film du Canada s'est engagé activement dans la production documentaire numérique et explore depuis déjà quelques années le plein potentiel des nouvelles technologies et des plateformes en ligne pour raconter des histoires et impliquer de nouvelles communautés. Ces productions prennent plusieurs aspects comme des sites Web interactifs, des installations, des expériences immersives (en réalité virtuelle [VR] ou cinéma 360°) et des applications pour plateformes mobiles. L'ONF³¹ a également investi dans de courts formats destinés aux plateformes de réseaux sociaux.

Par les différents studios et programmes de son espace numérique, l'ONF collabore à la fois avec des documentaristes émergents et des cinéastes chevronnés. En 2017-2018, 40 % de ses productions numériques étaient réalisées par des cinéastes émergents.³²

Tout en produisant des documentaires numériques « maison », l'ONF investit dans des coproductions avec le secteur privé canadien, des coproducteurs internationaux ou des institutions partenaires (universités, musées, fondations, institutions et des espaces culturels publics).

De 2012-2013 à 2016-2017, l'Office national du film a produit 61 projets numériques au total, avec des budgets de productions se montant à 14,8 M\$. Ces productions comprenaient des sites Web interactifs, des installations, des applications mobiles et des expériences immersives.

Tableau 88 : Nombre total de projets et budgets totaux de productions numériques de l'ONF, par année, 2012-2013 à 2016-2017

	Nombre de projets	Budgets totaux
2012-2013	11	3 228 763 \$
2013-2014	13	2 335 207 \$
2014-2015	18	4 688 810 \$
2015-2016	12	3 312 638 \$
2016-2017	7	1 198 745 \$
Total	61	14 764 163 \$

Source : Office national du film, données de production.

Pour le marché de langue anglaise, l'ONF a produit un nombre total de 27 documentaires numériques pour un budget total de 6,6 M\$. Les 26 projets de langue française ont bénéficié d'un budget total s'élevant à 6,7 M\$. L'ONF a également produit un certain nombre de projets qui étaient bilingues, multilingues ou sans dialogues, avec un budget total de 1,5 M\$.

Tableau 89 : Nombre de projets et budgets totaux de productions numériques de l'ONF, par langue de production, 2012-2013 à 2016-2017

	Nombre de projets	Budgets totaux
Anglais	27	6 551 956 \$
Français	26	6 732 509 \$
Autres*	8	1 479 698 \$
Total	61	14 764 163 \$

* Autres inclut des projets qui ont été produits en français et en anglais (bilingues), dans plusieurs langues ou sans dialogues. Source : Office national du film, données de production.

Les budgets de production s'échelonnaient de moins de 50 k\$ à plus de 1 M\$. Le budget moyen de production pour les documentaires numériques de langue anglaise était de 243 k\$. 49 % de l'ensemble des projets de langue anglaise avait des budgets oscillant entre 100 k\$ et 250 k\$.

Tableau 90 : Pourcentage de projets de documentaires numériques de langue anglaise produits par l'ONF, par échelle de budget, 2012-2013 à 2016-2017

Échelle de budget	Pourcentage de projets
< 50 000 \$	19 %
50 000 \$ à 100 000 \$	19 %
> 100 000 à 250 000 \$	26 %
> 250 000 \$ à 500 000 \$	15 %
> 500,00 \$ à 750 000 \$	22 %
> 1 M\$	0

Source : Office national du film, données de production.

Le budget moyen de la production de documentaires numériques de langue française était de 259 k\$. Un peu plus de la moitié (54 %) des projets de langue française jouissaient de budgets entre 100 k\$ et 250 k\$..

Tableau 91 : Pourcentage de projets de documentaires numériques de langue française produits par l'ONF, par échelle de budget, 2012-2013 à 2016-2017

Échelle de budget	Pourcentage de projets
< 50 000 \$	19 %
50 000 \$ à 100 000 \$	15 %
> 100 000 à 250 000 \$	31 %
> 250 000 \$ à 500 000 \$	23 %
> 500,00 \$ à 750 000 \$	8 %
> 1 M\$	4 %

Source : Office national du film, données de production.

De 2012-2013 à 2016-2017, l'ONF a coproduit 20 documentaires numériques avec des producteurs canadiens. Les budgets de production ont totalisé la somme de 4,5 M\$..

Tableau 92 : Nombre et volume total de coproductions nationales de l'ONF, par langue, de 2012-2013 à 2016-2017

	Nombre de projets	Budgets totaux
Anglais	12	2 759 456 \$
Français	6	1 369 683 \$
Autres*	2	332 535 \$
Total	20	4 461 674 \$

* Autres inclut des projets qui ont été produits en français et en anglais (bilingues), dans plusieurs langues ou sans dialogues. Source : Office national du film, données de production.

7. CONCLUSIONS SOMMAIRES

Malgré le petit échantillonnage de producteurs enquêté pour notre étude, nous arrivons à la conclusion qu'à l'évidence un marché existe maintenant bel et bien pour les productions documentaires numériques. Notre étude a mis en lumière un volume de production de documentaires numériques de près de 20 M\$ sur la période de deux exercices financiers.

La disponibilité de financements publics, de crédits d'impôt et de droits de licence rend aujourd'hui plus viable la production pour les plateformes en ligne. La réunion de ces conditions a encouragé les producteurs à se risquer davantage dans l'espace numérique. La moitié des producteurs interrogés ont produit un documentaire numérique au cours des deux derniers exercices financiers. 60 % ont indiqué avoir au moins un projet de documentaire numérique en développement.

Notre étude démontre que les documentaires numériques sont produits dans plusieurs formats, avec différents budgets et des structures financières en évolution. Les budgets de production varient de 25 k\$ à plus de 1 M\$.

Pour la majorité des projets, le financement provient des financeurs publics et de l'investissement du producteur. Le FMC, le Fonds Bell et l'ONF, dont les investissements ont été étudiés pour notre rapport, sont tous d'importants partenaires pour la production de documentaires numériques canadiens.

Les canaux de distribution les plus souvent cités par les producteurs sont les plateformes Web des télédiffuseurs, comme CBC Gem, Crave, Arte Webdocs, tout comme les plateformes Internet YouTube, Vimeo, Amazon, et Netflix.



VI. Un public pour les documentaires canadiens

1. TENDANCES GÉNÉRALES DU PUBLIC DES DOCUMENTAIRES

Il est reconnu que le public canadien regarde de plus en plus les documentaires canadiens, que ce soit à la maison ou dans les salles de cinéma. Une étude conduite en 2018 par Hot Docs sur le public du documentaire a constaté que les Canadiens consomment davantage de documentaires. 55 % des personnes interrogées regardaient plus de documentaires que trois ans auparavant. Davantage de Canadiens regardent les documentaires à la maison plutôt qu'en salle de cinéma ou dans les festivals. Toutefois, ils regardent également les documentaires sur les plateformes Internet, principalement Netflix et YouTube.³⁵

2. LE PUBLIC DE LA TÉLÉVISION

2.1 Les documentaires canadiens sont populaires auprès du public canadien

Les Canadiens passent un important nombre d'heures chaque semaine à regarder des documentaires canadiens. En 2017, le volume d'heures d'écoute de documentaires canadiens de langue anglaise regardés chaque semaine par les Canadiens se chiffrait à une moyenne de 12,3 millions d'heures d'écoute. Selon le *Rapport de surveillance des communications* du CRTC, le nombre d'heures d'écoute de documentaires sur l'ensemble des chaînes de télévision de langue anglaise a augmenté entre 2012 et 2017. Pour le marché de langue française, le volume d'heures d'écoute de documentaires canadiens chaque semaine se montait à une moyenne de 4 millions d'heures.³⁷

Tableau 93 : Moyenne d'heures d'écoute hebdomadaires (en millions) de documentaires canadiens diffusés par les services de télévision canadiens, par marché linguistique, 2017³⁸

Documentaires canadiens	
Anglais	12,3
Français	4

Source: CRTC

Pour le marché de langue anglaise, le temps passé à visionner des documentaires canadiens compte pour environ la moitié du temps total passé à visionner des documentaires et pour le marché de langue française, pour plus de 70 % du temps total passé à visionner des documentaires.

2.2 Les documentaires canadiens comptent pour la moitié de l'ensemble des documentaires regardés dans le marché de langue anglaise

En 2016-2017, pour le marché de langue anglaise, les émissions de télévision de langue anglaise représentaient 38 % de l'ensemble des visionnements mesurés sur une journée complète et 37 % des visionnements durant les heures de grande écoute.

Dans ce décompte, de 2012-2013 à 2016-17, les documentaires canadiens font bonne figure, représentant un peu plus de la moitié de l'ensemble des documentaires regardés, devant les documentaires étrangers. En cinq ans, la part des documentaires soutenus par le FMC est passée de 17 % en 2012-2013 à 23 % en 2016-2017. Un public plus nombreux ajouté à davantage de programmation de séries documentaires a probablement participé à cette hausse, avec des émissions comme *The Nature of Things* et *Canada : The Story of US*.

Le volume de documentaires canadiens regardés durant les heures de grande écoute était similaire, les documentaires canadiens représentant environ la moitié des visionnements et la part de documentaires financés par le FMC est passée de 17 % à 25 %..

Tableau 94 : Part d'écoute « journée complète » d'émissions documentaires diffusées à la télévision de langue anglaise au Canada, 2012-2013 à 2016-2017

	Documentaires financés par le FMC	Autres documentaires canadiens	Total des documentaires canadiens	Documentaires étrangers
2012-2013	17 %	34 %	51 %	49 %
2013-2014	23 %	31 %	54 %	46 %
2014-2015	22 %	32 %	54 %	46 %
2015-2016	20 %	32 %	52 %	48 %
2016-2017	23 %	29 %	52 %	48 %

Source: CMF

Tableau 95 : Part d'écoute d'émissions documentaires diffusées en heure de grande écoute à la télévision de langue anglaise au Canada, 2012-2013 à 2016-2017

	Documentaires financés par le FMC	Autres documentaires canadiens	Total des documentaires canadiens	Documentaires étrangers
2012-2013	17 %	32 %	49 %	51 %
2013-2014	21 %	27 %	48 %	52 %
2014-2015	22 %	27 %	49 %	51 %
2015-2016	20 %	30 %	50 %	50 %
2016-2017	25 %	27 %	52 %	48 %

Source: CMF

2.3 Les documentaires canadiens attirent près de 70 % de l'ensemble des documentaires regardés dans le marché de langue française

Dans le marché de langue française, les émissions de la télévision canadienne amassent la plus grande part d'écoute. Les émissions canadiennes sont toujours les plus regardées en 2016-2017, avec une part de l'ensemble des visionnements mesurés sur une journée complète s'élevant à 59 % sur les réseaux canadiens de télévision de langue française. Aux heures de grande écoute, ces émissions canadiennes atteignent 62 % de l'ensemble de l'écoute de la télévision canadienne de langue française.

Mesurés en « journées complètes », les documentaires canadiens comptent pour 70 % de l'ensemble des documentaires regardés entre 2012-2013 et 2016-2017. En 2016-2017, la reclassification de l'émission *Salut Bonjour*, de la catégorie documentaire à celle de divertissement général, a conduit à un niveau de part d'écoute le plus bas en cinq ans (73 %). À la suite de cette reclassification, la part d'écoute en « journées complètes » des documentaires financés par le FMC a augmenté de façon proportionnelle, doublant son pourcentage de 9 % en 2012-2013 à 20 % en 2016-2017.

L'écoute de documentaires canadiens à la télévision de langue française a augmenté durant les heures de grande écoute. Elle est passée de 72 % de l'ensemble des documentaires de langue française regardés en 2012-2013 à 74 % en 2016-2017. Cette augmentation est due en partie à l'augmentation de l'écoute des documentaires soutenus par le FMC dont la part d'écoute est passée de 13 % en 2012-2013 à 21 % 2016-2017, aux heures de grande écoute. Cette augmentation de 9 % d'écoute durant les heures de grande écoute dépasse de 5 % le nombre d'heures d'émissions programmées, ce qui souligne l'excellente performance des documentaires financés par le FMC pour ce créneau horaire.

Tableau 96 : Part d'écoute « journée complète » des documentaires diffusés à la télévision de langue française au Canada, 2012-2013 à 2016-2017

	Documentaires financés par le FMC	Autres documentaires canadiens	Total des documentaires canadiens	Documentaires étrangers
2012-2013	9 %	68 %	77 %	23 %
2013-2014	11 %	67 %	78 %	22 %
2014-2015	11 %	67 %	78 %	22 %
2015-2016	13 %	66 %	79 %	21 %
2016-2017	20 %	53 %	73 %	27 %

Source: Fonds des médias du Canada

Tableau 97 : Part d'écoute des documentaires diffusés à la télévision de langue française au Canada, aux heures de grande écoute, 2012-2013 à 2016-2017

	Documentaires financés par le FMC	Autres documentaires canadiens	Total des documentaires canadiens	Documentaires étrangers
2012-2013	13 %	59 %	72 %	28 %
2013-2014	15 %	58 %	73 %	27 %
2014-2015	16 %	57 %	73 %	27 %
2015-2016	19 %	53 %	72 %	28 %
2016-2017	21 %	53 %	74 %	26 %

Source: Fonds des médias du Canada

3. LE PUBLIC DES SALLES DE CINÉMA

3.1 Les documentaires canadiens qui sortent en salle rivalisent avec les documentaires étrangers en nombre de spectateurs

Les longs métrages canadiens font face à une concurrence farouche au box-office, principalement de la part des films américains qui bénéficient d'importantes campagnes publicitaires au Canada. Ils se retrouvent également en compétition avec les meilleurs films étrangers qui profitent d'une bonne visibilité, notamment due à la notoriété acquise dans les festivals internationaux ou sur d'autres marchés. Les documentaires de langue anglaise et française se montrent compétitifs devant leurs équivalents étrangers et en 2018 et 2017, ils ont figuré parmi les dix documentaires ayant obtenu les meilleures recettes en salle.

Dans l'ensemble, le marché des salles est relativement modeste pour les documentaires. Les documentaires sortis en salle en 2018 ont rapporté approximativement entre 200 k\$ et 1 M\$. Le film ayant obtenu les meilleures recettes n'a atteint qu'un peu moins d'un million de dollars. En 2017, le documentaire ayant généré le plus de revenus a rapporté moins de 700 k\$.

En 2018, parmi les dix documentaires projetés dans les salles canadiennes qui ont obtenu le plus de succès, deux films étaient canadiens. Le film en langue anglaise, *Anthropocène : L'époque humaine (2018)*, s'est classé cinquième et le film *La Terre vue du cœur* a obtenu la neuvième place.

Tableau 98 : Les 10 premiers documentaires projetés en salle au Canada - 2018

Rang	Titre*	Pays	Version originale
1	Trois étrangers identiques	R.-U.	Anglais
2	Free Solo	É.-U.	Anglais
3	Fahrenheit 11/9	É.-U.	Anglais
4	Won't you Be My Neighbor?	É.-U.	Anglais
5	Anthropocène : L'époque humaine	Canada	Multilingue
6	Burn the Stage: The Movie	Corée du Sud	Coréen
7	RBG	É.-U.	Anglais
8	They Shall Not Grow Old	R.-U.- Nouvelle Zélande	Anglais
9	La terre vue du cœur	Canada	Français
10	Maria par Callas	France	Anglais- français

Source : Patrimoine canadien ³⁹

* NdT : Les titres sont donnés en français si disponibles.

Des 20 documentaires canadiens qui ont obtenu le plus de succès dans les salles canadiennes en 2018, quatre étaient en anglais, quatre en français et deux autres ont été tournés dans plusieurs langues.

Tableau 99 : Les 10 premiers documentaires canadiens projetés en salle au Canada - 2018

Rang	Titre*	Pays	Version originale
1	Anthropocène : L'époque humaine	Canada	Multilingue
2	La terre vue du cœur	Canada	Français
3	Sharkwater Extinction : le film	Canada	Anglais
4	Pauline Julien, intime et politique	Canada	Français
5	La part du diable	Canada	Français
6	The Accountant of Auschwitz	Canada	Anglais
7	Cielo	Chili-Canada	Espagnol-anglais-français
8	Quand les pouvoirs s'emmêlent	Canada	Français
9	Poursuivre le mal : le monde extraordinaire de Ben Ferencz	Canada	Anglais
10	The Woman Who Loves Giraffes	Canada	Anglais

Source : Patrimoine canadien

* NdT : Les titres sont donnés en français si disponibles.

Trois documentaires ont fait partie des 10 documentaires qui ont obtenu le plus de succès dans les salles en 2017. Deux documentaires de langue anglaise *Long Time Running* et *Le jardinier*, au sixième et cinquième rang, respectivement. Le film en langue française, *L'érotisme et le vieil âge* s'est classé dixième.

Tableau 100 : Les 10 premiers documentaires projetés en salle au Canada - 2017

Rang	Titre*	Pays	Version originale
1	Né en Chine	R.-U.-Chine-É.-U.	Anglais
2	Je ne suis pas votre nègre	É.-U.-France	Anglais
3	Kedi	Turquie-É.-U.	Turc
4	An Inconvenient Sequel: Truth to Power	É.-U.	Anglais
5	Human Flow	Allemagne	Anglais
6	Long Time Running	Canada	Anglais
7	Le Jardinier	Canada	Anglais
8	Visages, villages	France	Français
9	Sachin : A Billion Dreams	Inde	Tamoul
10	L'érotisme et le vieil âge	Canada	Français

Source : Patrimoine canadien

* NdT : Les titres sont donnés en français si disponibles

Parmi les dix titres canadiens qui ont obtenu le plus de succès dans les salles en 2017, six étaient de langue anglaise et quatre de langue française. Toutefois, les recettes cumulatives du film en langue française *Le Goût d'un pays*, sorti fin 2016, le place en troisième position, après *Le Jardinier*

Figure 101 : Les 10 premiers documentaires canadiens projetés en salle au Canada - 2017

Rang	Titre*	Pays	Version originale
1	Long Time Running	Canada	Anglais
2	Le Jardinier	Canada	Anglais
3	L'érotisme et le vieil âge	Canada	Français
4	Rumble: The Indians Who Rocked the World	Canada	Anglais
5	La ferme et son état	Canada	Français
6	Gulistan, terre de Roses	Canada	Anglais
7	Expo 67 Mission impossible	Canada	Français
8	Black Code	Canada	Anglais
9	Le dernier souffle, au Cœur de l'hôtel-Dieu de Montréal	Canada	Français
10	Inuk en colère	Canada	Anglais
3	Le goût d'un pays	Canada	Français

Source : Patrimoine canadien

* NdT : Les titres sont donnés en français si disponibles.





VII. Conclusions

Depuis que l'association des documentaristes du Canada (DOC) a publié *Toute la vérité 5*, il y a maintenant 5 ans, le paysage de la production de documentaires s'est transformé en suivant les mutations de l'industrie. Les modes de financement, de production et de distribution ont évolué.

Cette étude offre un profil de la production indépendante de documentaires au Canada se concentrant sur les productions documentaires de longue durée⁴⁰ destinées à une sortie en salle ou aux marchés de la télévision, à une diffusion linéaire sur Internet ou à des services de téléchargements.

Les conclusions de notre rapport confirment les défis que notre secteur doit relever tout en soulignant les formidables possibilités offertes pour son épanouissement.

Il est évident que la fusion des entreprises du secteur canadien de télédiffusion a eu une incidence sur le secteur de la production indépendante de documentaire. Le financement de la production documentaire au Canada n'a jamais été si difficile. Notre rapport démontre qu'entre 2012-2013 et 2016-2017, le volume total de la production indépendante de documentaires a baissé de 30 %, entraîné par la baisse du nombre de séries documentaires, ce qui s'est reflété dans un plus petit nombre de projets et moins d'heures de contenu produites. Une autre tendance importante a été la chute des droits de licence payés par les télédiffuseurs canadiens pour les documentaires.

D'autre part, le rapport démontre qu'on ne peut douter du dynamisme du secteur documentaire en constatant l'enthousiasme des cinéastes adoptant les transformations numériques globales pour produire des contenus destinés à des plateformes en expansion, signe évident de leur inventivité et de leur résilience. De plus, notre rapport met en évidence la manière dont le secteur s'ouvre de plus en plus vers les marchés internationaux pour le financement et la distribution en réponse à la limitation des possibilités sur le territoire national. En schématisant on pourrait dire que le secteur de la production documentaire canadienne poursuit sa participation à l'économie canadienne par les emplois qu'il crée chaque année et sa contribution au PIB du pays.

Cependant, nous croyons qu'il serait temps de questionner le cadre de politique générale de soutien au secteur du documentaire indépendant.

Bien que les documentaires de longue durée soient définis comme des émissions d'intérêt national (ÉIN) par le CRTC, on peut se demander si cette politique atteint bien l'impact souhaité pour le secteur de la production indépendante de documentaires.⁴¹ Le CRTC reconnaît l'importance culturelle des investissements constants dans les documentaires canadiens en déclarant, « Les émissions dramatiques et les documentaires sont coûteux et difficiles à produire, pourtant ce sont des véhicules essentiels pour raconter les histoires canadiennes et communiquer nos valeurs. »⁴²

Concernant les finances publiques, il est clair que des ressources additionnelles devraient être mises au service des télédiffuseurs canadiens pour les inciter à commander davantage de documentaires indépendants canadiens. À cet égard, la CBC, comme télédiffuseur public national pourrait jouer un rôle moteur, particulièrement par sa plateforme CBC Gem.

Annexe 1 :

Démarche et méthodologie

Cette étude a utilisé à la fois les méthodes de recherche qualitative et quantitative qui comprennent un examen des textes existants, une analyse de données statistiques sur l'état de la production et des entrevues de personnages clés de l'industrie.

Examen des textes

Un examen de la documentation pertinente a été effectué, se focalisant sur les données disponibles publiquement et différents rapports préparés par d'autres experts sur le sujet de la production indépendante de documentaires pour le cinéma et la télévision.

Analyse des données statistiques

Se basant sur une compilation de profils statistiques de la production indépendante de documentaire, les consultants ont analysé les données sur la production de documentaires destinés au cinéma et à la télévision obtenues auprès du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC). Ces données couvrent une période de référence de 2012/2013 à 2016/2017.

Le BCPAC est responsable de la certification de productions canadiennes pour toutes les productions nationales afin de les qualifier pour les crédits d'impôt fédéraux. Le Bureau définit les productions documentaires comme suit :

- Une émission est identifiée comme un documentaire si elle répond aux critères définis dans nos lignes directrices :
- Documentaire : Œuvres originales, autres que de fiction, conçues principalement pour informer, mais qui peuvent aussi instruire et divertir, donnant une analyse critique approfondie d'un sujet ou d'une opinion.
- Cette évaluation est basée sur les informations contenues dans le dossier, mais sans s'y limiter, le synopsis et la copie de l'émission visionnée par le BCPAC.

Les analyses statistiques sont cohérentes avec les analyses précédentes de manière à permettre une analyse des tendances à long terme. Par exemple, étaient incluses : la production, le financement et les budgets classés par langue, par région et par sous-genre (miniséries, séries, unitaires, films de long métrage destiné aux salles). L'analyse des tendances du financement prend en compte les sources du financement national, notamment des tendances des droits de licence des télédiffuseurs, des avances en distribution et du financement des plateformes de services numériques ; des crédits d'impôt, du financement public direct et du financement philanthropique ; puis, pour l'international, du financement obtenu par les coproductions, des préventes à l'étranger et des avances en distribution.

En se basant sur l'examen des données, les consultants ont élaboré un portrait des caractéristiques principales de

l'industrie qui prend en compte le financement, les budgets et le volume total des documentaires, par langue de production, par région, par plateforme (film ou télévision) et les préventes internationales et avances à la distribution, là où les données étaient disponibles.

Notre étude s'inspire et poursuit les précédentes éditions de *Toute la vérité* sur le plan de son étendue, de la méthodologie et des indicateurs qui permettront avec le temps des analyses suivies. L'étude fournit des analyses cohérentes avec celles réalisées dans *Toute la vérité* 5.

La méthodologie de cette étude s'inspirait également de celle utilisée dans les bilans annuels de l'industrie publiés par la CMPA. Dans notre étude, nous avons travaillé avec les mêmes données que *Profil 2017, Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*. Nous avons également utilisé les données fournies par le BCPAC et appliqué les mêmes multiplicateurs macroéconomiques que ceux utilisés dans *Profil*, tout comme les mêmes moyennes salariales que celles de l'industrie.

Bien que les documentaires numériques soient maintenant qualifiés pour les crédits d'impôt fédéral, l'information sur ceux-ci n'est pas encore disponible au BCPAC pour notre étude. C'est pourquoi nous incluons dans notre étude une enquête menée en ligne auprès de producteurs de documentaires numériques sur leurs activités.

Enquête en ligne sur les producteurs de documentaires numériques

Nous avons fait une enquête auprès des producteurs de documentaires de langue anglaise et française, membres de DOC, de la CMPA et des bénéficiaires du Fonds Bell. Le but de cette enquête était de collecter des informations sur la production indépendante de documentaire destinée aux plateformes en ligne et mieux comprendre les enjeux, les possibilités et les tendances en rapport avec la production de documentaires. Les consultants ont développé un court questionnaire de dix questions, administré en ligne. Au total, 112 producteurs ont répondu à cette enquête.

Pour les besoins de l'enquête, les documentaires numériques ont été définis comme documentaires uniques ou séries conçus pour une diffusion linéaire en continu (par ex. : sur des plateformes de diffusion en continu comme CBC Gem, ICI Tou TV ou Netflix) ; ou des documentaires interactifs conçus pour une diffusion sur des plateformes numériques interactives (par ex. : Internet, des médias mobiles, réalité virtuelle, etc.). Nous nous sommes assuré que tous les documentaires inclus dans notre analyse étaient des productions canadiennes indépendantes de documentaires. Deux répondants nous ont donné des informations sur des documentaires produits pour des entreprises qui ont été retirés de l'analyse.

Entrevues avec des informateurs clés

Les consultants ont procédé à 12 entrevues avec des informateurs clés pour recueillir des données qualitatives sur les défis actuels et les possibilités auxquelles le secteur doit faire face. Ces informateurs ont été choisis parmi les acteurs de l'industrie canadienne de la production indépendante de documentaire.



Annexe 2 :

Liste des informateurs clés

Nathalie Bourdon, Office national du film

Nancy Chapelle, Fonds Bell

Nathalie Clermont, Fonds des médias du Canada

Karine Dubois, Picbois Productions

Connie Edwards, Soleado

Ina Fichman, Intuitive Pictures

Judy Holm, Markham Street Films

Merit Jensen Carr, Merit Motion Pictures

Michael Jorgensen, Myth Merchant Films

Robert Lang, Kensington Communications

Angelique Richer, Mustang Production

Robin Smith, KinoSmith





Annexe 3 :

Questionnaire

QUESTIONS DE L'ENQUÊTE

1. Parmi les énoncés suivants, merci de choisir celui qui vous correspond. Un seul choix possible :

- Un créateur/producteur indépendant ou producteur exécutif de documentaires pour lesquels je détiens les droits
- Société de production privée et enregistrée produisant des documentaires
- Autre [passez à la fin de l'enquête]

2. Nombre d'années d'expérience en création/production de documentaires : [insérez un chiffre]

3. Quelle est la province ou quel est le territoire où vous exercez ? Un seul choix possible :

- Liste déroulante des provinces et territoires

4. À quel marché linguistique vos documentaires s'adressent-ils prioritairement ? Cochez toutes les cases appropriées :

- Anglais
- Français
- Autre [précisez S.V.P.]

5. Pour quelles plateformes produisez-vous vos documentaires ? Cochez toutes les cases appropriées :

- Diffusion en salle
- Télévision
- Plateformes linéaires de diffusion (Web et/ou mobile)
- Plateformes de médias numériques interactives

6. Avez-vous actuellement un documentaire numérique en développement ?

- Oui
- Non

7. Au cours des deux dernières années, avez-vous produit un documentaire numérique ?

- Oui
- Non [passez à la question 16]

8. Au cours des deux derniers exercices financiers complets, combien de documentaires numériques avez-vous produits ? [Liste numérique]

9. Quel a été le montant total des budgets de production pour ces documentaires numériques ? [Liste numérique]

10. Quelles ont été les sources de financement des documentaires numériques que vous avez produits au cours des deux dernières années ? Cochez toutes les cases appropriées :

- Bourse des Conseils des arts
- Prêt bancaire ou autre financement remboursable
- Financement participatif
- Mise en participation des salaires
- Avance sur distribution ou investissement
- Crédit d'impôt fédéral
- Crédit d'impôt provincial
- Investissement du producteur
- Fonds publics pour les industries culturelles (par ex. : Fonds Bell, Fonds des médias du Canada, Fonds provinciaux, etc.)
- Commandite

11. Quelles sont les sources de financement pour le développement de votre documentaire numérique ? Cochez toutes les cases appropriées :

- Investissement du producteur
- Mise en participation des salaires
- Bourse des Conseils des arts
- Investissement du distributeur
- Fonds publics pour les industries culturelles (par ex. : Fonds Bell, Fonds des médias du Canada, Fonds provinciaux, etc.)

12. Quelle est la première plateforme de distribution pour votre documentaire numérique ? Un seul choix possible :

- Gem
- Tou.tv
- Arte Web-docs
- ONF.ca
- Crave TV
- YouTube
- Site Web d'un télédiffuseur canadien ou son application [merci de préciser]
- Site Web d'un télédiffuseur étranger ou son application [merci de préciser]
- Site Web de la compagnie
- iTunes
- Hulu
- Amazon
- Netflix
- Autre [merci de préciser]

13. En plus de votre première plateforme de diffusion en ligne, distribuez-vous votre documentaire numérique sur d'autres plateformes ? Cochez toutes les cases appropriées :

- Gem
- Tou.tv
- Arte Web-docs
- ONF.ca
- Crave TV
- YouTube
- Site Web d'un télédiffuseur canadien ou son application [merci de préciser]
- Site Web d'un télédiffuseur étranger ou son application [merci de préciser]
- Site Web de la compagnie
- iTunes
- Hulu
- Amazon
- Netflix
- Autre [merci de préciser]
- Je ne distribue mon documentaire numérique sur aucune autre plateforme

14. Comment monétisez-vous vos documentaires numériques ? Cochez toutes les cases appropriées :

- Publicité / partage des revenus
- Produits dérivés
- Honoraires de commande
- Ventes circuit éducatif
- Événements
- Achats intégrés
- Droits de licence
- Service payant et abonnements
- Commandites

15. Quels ont été les revenus bruts de votre documentaire numérique durant les deux derniers exercices financiers complétés ?

- Moins de 1000 \$
- 1000 \$ à 2 000 \$
- 2 000 \$ à 5 000 \$
- 5 000 \$ à 10 000 \$
- Plus de 10 000 \$

16. Merci de classer les items suivants en fonction des défis rencontrés lors de la production de documentaires, de leur mise en marché et de leur distribution :

- Disponibilité de financement privé
- Disponibilité de financement public
- Possibilités de conclure des marchés avantageux avec des plateformes ou des distributeurs
- Accès aux marchés étrangers
- Autre

17. Quel est aujourd'hui le potentiel de la production documentaire, incluant la télévision, le circuit des salles et les documentaires numériques ?

18. Pouvons-nous vous contacter pour vous poser quelques questions de suivi basées sur vos réponses à cette enquête ?

- Oui

Nom :: _____ Téléphone: _____ Courriel : _____

- Non

Annexe 4 :

Profil des répondants au questionnaire

Au total, 112 producteurs ont répondu au questionnaire. La moitié des répondants, 50 %, se sont présentés comme créateurs/producteurs indépendants ou producteurs exécutifs de documentaires pour lesquels ils détiennent les droits. 37 % se sont identifiés en tant que société de production privée et enregistrée produisant des documentaires.

Type de répondant	Réponses	
Un créateur/producteur indépendant ou producteur exécutif de documentaires pour lesquels je détiens les droits	50 %	56
Société de production privée et enregistrée produisant des documentaires	37 %	41
Autre	13 %	15

La majorité des répondants provenaient d'Ontario (39 %) et du Québec (23 %). Seize pour cent des répondants sont de la Colombie-Britannique.

Province ou territoire du siège des répondants	Réponses	
Alberta	9 %	10
Colombie-Britannique	16 %	18
Île-du-Prince-Édouard	0 %	0
Manitoba	2 %	2
Nouveau-Brunswick	2 %	2
Nouvelle-Écosse	4 %	4
Nunavut	0 %	0
Ontario	39 %	44
Québec	23 %	26
Saskatchewan	1 %	1
Terre-Neuve et Labrador	3 %	3
Territoires du Nord-Ouest	0 %	0
Yukon	2 %	2
Total	100 %	112

Les répondants sont des producteurs très expérimentés. 59 % ont plus de 10 années d'expérience en création ou production de documentaires et 29 % ont entre 5 et 10 ans d'expérience.

Nombre d'années d'expérience en création / production documentaire	Réponses	
> 5 ans	13 %	14
5 - 10 ans	29 %	32
11-15 ans	22 %	25
16 - 20 ans	17 %	19
> 20 ans	20 %	22
Total	100 %	112

Les répondants produisent prioritairement pour les marchés de langue anglaise et de langue française. 76 % des répondants produisent pour le marché de langue anglaise et 15 % pour le de langue française. Dix producteurs produisent pour les deux marchés. Six producteurs de langue anglaise ont noté qu'ils produisent également pour d'autres marchés linguistiques, dont le cri, le persan, le hindi, le bengali, l'italien et l'espagnol.

Principal marché linguistique des productions des répondants	Réponses	
Anglais	76 %	85
Français	15 %	17
Anglais et français	9 %	10
Total	100 %	112

La très grande majorité (90 %) des répondants produisent des documentaires destinés à une diffusion à la télévision. Un peu plus de la moitié des répondants produit des documentaires pour le circuit des salles (55 %). Et près de la moitié des répondants produit des documentaires pour les plateformes de médias numériques. Soixante pour cent des répondants ont au moins une production documentaire actuellement en développement.

Enfin, la moitié (50 %) de l'ensemble des répondants a produit un documentaire numérique au cours des deux dernières années.

Plateformes pour lesquelles les répondants produisent des documentaires	Réponses	
Diffusion télévisuelle	90 %	101
Sortie en salle	55 %	61
Plateformes linéaires de diffusion en continu (CBC Gem, Tou.tv, ONF, Facebook, Netflix, Amazon Vidéo, etc.)	54 %	60
Plateformes de médias numériques interactives (Sites Web dédiés, applications mobiles, etc.)	44 %	49

Parmi les producteurs de documentaires numériques, 38 % des répondants ont produit un documentaire numérique au cours des deux dernières années et 29 % en ont produit deux. Un tiers des répondants a produit plus de deux documentaires numériques durant la même période.

Nombre de documentaires numériques produits au cours des deux dernières années	Réponses	
1	38 %	16
2	29 %	12
3 ou plus	33 %	14
Total	100 %	42

Annexe 5 :

Glossaire

BCPAC : Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens

Canada Atlantique : Provinces canadiennes du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

CBC : Canadian Broadcasting Corporation, le réseau national public de télédiffusion de langue anglaise du Canada.

Documentaire de long métrage : Documentaire d'une durée de 75 minutes ou plus.

Documentaire d'opinion : Un documentaire doté d'un point de vue subjectif qui façonne l'histoire racontée de façon personnelle. Aussi appelé documentaires d'auteur à cause de l'analogie avec l'appellation films d'auteur.

Documentaires numériques : Émissions documentaires produites spécifiquement pour une diffusion linéaire en continu (par ex. : sur une plateforme de diffusion linéaire comme CBC Gem, ICI Tou TV ou Netflix) ; ou documentaires interactifs destinés à des plateformes numériques interactives (par ex. : Internet, médias mobiles, réalité virtuelle, etc.).

Droit de licence : La redevance qu'un télédiffuseur paie à une société de production pour acquérir les droits de diffuser une certaine émission, selon un ensemble de conditions (par ex. : le territoire, la durée, la langue, le nombre de diffusions...).

Émission à épisode unique : En documentaire, les émissions à « épisode unique » sont simplement nommées « documentaires uniques ». Ce sont des émissions autonomes de moins de 75 minutes, les longs métrages étant habituellement de plus de 75 minutes.

Émissions documentaires : Œuvres originales, autres que de fiction, conçues principalement pour informer, mais qui peuvent aussi instruire et divertir, donnant une analyse critique approfondie d'un sujet ou d'une opinion.

Émissions pour enfants : Les émissions pour enfants incluent les émissions produites pour des enfants et adolescents de moins de 18 ans.

Emplois directs : Emplois qui sont directement reliés à la production d'émissions de télévision et de films de longs métrages. Les emplois directs font référence à des emplois dans des sociétés de production ou des chaînes de télévision.

Emplois équivalents temps plein (ETP) : Le nombre d'emplois dans une industrie calculé selon l'hypothèse que tous les travailleurs travaillent à plein temps. Le nombre d'emplois équivalents temps plein est habituellement moins élevé que le nombre total d'emplois puisque plusieurs emplois sont exercés sur la base d'un temps partiel.

Emplois indirects : Emplois créés dans d'autres industries par l'activité économique générée par l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle. Cela comprend tous les emplois créés en dehors des sociétés de production et des télédiffuseurs et les emplois de tous les autres secteurs de l'économie, tels que les services, la vente et la construction.

Financement public direct : Prêts, investissements en capital, droits de licence, subventions et autres contributions de source gouvernementale incluant CBC / SRC. Le financement public direct exclut les crédits d'impôt.

Financement public indirect : Toute forme de financement gouvernemental indirect, comme les crédits d'impôt, ou dégrèvement de taxes dues par les sociétés de production.

Investissements étrangers en production : La valeur de la participation internationale dans l'industrie de la production canadienne.

Long métrage documentaire : Documentaire dont la première fenêtre de diffusion est la sortie en salle de cinéma.

ONF : Office national du film du Canada

Producteur affilié à un télédiffuseur : Une société de production affiliée à un télédiffuseur est une compagnie privée qui est affiliée à un télédiffuseur, conformément à la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Production certifiée BCPAC : Production certifiée « canadienne » permettant d'accéder à l'obtention du Crédit d'impôt pour production cinématographique ou magnétoscopique canadienne (CIPC). Cela n'inclut pas les productions étrangères qui ont accès au Crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique (CISP), mais qui ne sont pas considérées comme étant des productions « canadiennes ».

Production de contenu canadien : Production certifiée canadienne par le BCPAC ou le CRTC.

Production d'émissions en interne : Les émissions produites en interne sont celles qui sont produites par un télédiffuseur canadien qui en détient les droits.

Production indépendante : Émissions créées par une société privée (c.-à-d. non affiliée à un télédiffuseur ou une société de distribution).

Provinces des Prairies et les Territoires : Régions du Canada comprenant les provinces de l'Alberta, du Manitoba, de la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et le Yukon.

Série documentaire : Une série d'émissions documentaires contenant plus de six épisodes. Les séries documentaires sont principalement destinées à la télévision et sont habituellement renouvelables.

SRC : Société Radio-Canada. Télédiffuseur public national de langue française.

Télédiffuseur privé : Une société de télédiffusion privée qui diffuse des émissions de télévision sur une base commerciale.

Télédiffuseur public : Une société publique qui offre un service de télédiffusion, avec l'aide d'un financement gouvernemental.

Traité de coproduction internationale : Projet développé conjointement par des sociétés de production de pays liés au Canada par un traité. Ces productions sont considérées comme nationales par chacun des pays et ont donc un accès complet aux bénéfices législatifs et réglementaires dans leur pays respectif. L'objectif des traités de coproductions est d'optimiser une utilisation efficace des incitatifs publics dans chacun des pays concernés.

Volume de production : Dépenses totales faites sur les productions cinématographiques ou télévisuelles au Canada, autrement dit, le montant total de l'ensemble des budgets de la production canadienne.

Annexe 6 :

Références

¹Documentaires produits par des sociétés de production (détenues par des intérêts privés, non affiliées à un télédiffuseur), et certifiées en tant que « contenu canadien » par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens. Les dernières données disponibles pour ce rapport datent de 2016-2017.

²Les documentaires comprennent des courts ou longs métrages, émissions unitaires ou séries. Les documentaires sont produits en vue d'une sortie en salle, d'une diffusion télévisuelle ou diffusion linéaire ou sur des plateformes interactives ou multiplateformes.

³*Toute la vérité*, Vol. 5, P. 20

⁴Selon le *Rapport de surveillance des communications* 2018 du CRTC, les dépenses des ÉIN incluent les dépenses de toutes les catégories d'émissions suivantes : documentaires de longue durée (catégorie 2b) ; émissions dramatiques et comiques (catégorie 7) ; émissions de musique, danse et variétés de langue française (catégories 8 et 9) ; émissions de remise de prix de langue anglaise (sous-catégorie de la catégorie 11).

⁵"Crave Announces New Original Documentary Series, *We're All Gonna Die*" *The Lede*, 29 avril 2019, extrait de : <https://www.bellmedia.ca/the-lede/press/crave-announces-new-original-documentary-series-were-all-gonna-die/>

⁶*Toute la vérité*, Vol. 5, P. 20

⁷CRTC, *Catégories d'émissions de télévision*, extrait de <https://crtc.gc.ca/canrec/fra/tvcat.htm>

⁸Ibid.

⁹*Toute la vérité* 5, P. 19

¹⁰Ce qui était également souligné dans *Toute la vérité* 5, P.19

¹¹CRTC, *Rapport de surveillance des communications* 2018, extrait de : <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/2018/cmr4c.htm>

¹²*Tous genres indépendants* inclut les productions documentaires

¹³ *Toute la vérité : Un profil économique de l'industrie canadienne de la production documentaire*, Volume 5 (« *Toute la vérité* 5 »), page 32. Il est important de noter que *Toute la vérité* 5 affiche l'activité économique des sociétés affiliées aux télédiffuseurs en plus des productions indépendantes.

¹⁴ *Toute la vérité* 5, Op. Cit.

¹⁵ Op.cit., P. 37

¹⁶Pour le Québec, les données de production de longs métrages de cinéma et de télévision 2013-2014 incluent les données de 2012-2013.

¹⁷Source : BCPAC

¹⁸ *Toute la vérité*, 5, Op. Cit.

¹⁹Source : BCPAC

²⁰Ibid., P. 66

²¹ Pour permettre une comparaison avec les années antérieures, la valeur médiane des droits de licence est utilisée dans notre analyse. Elle permet une meilleure indication de la manière dont les droits de licence se répartissent, plutôt qu'avec une simple « moyenne ».

²²Source : BCPAC

²³ *Enquête auprès de cinéastes et producteurs de documentaires*, réalisée par l'Association des documentaristes du Canada (DOC) pour cette étude, 2019.

²⁴ Par le partage des revenus, les créateurs gagnent des revenus par les publicités publiées sur leur site Web qui accompagnent leurs contenus. Un exemple de cette formule de partage de revenus est le *Partner Program* de YouTube.

²⁵ Site Web du Fonds des médias du Canada : <https://www.cmf-fmc.ca/programs-deadlines/programs/web-series-program>

²⁶ Dans les tableaux représentant l'activité de financement du FMC (Tableaux 84 à 87), certaines cellules ont été laissées vides quand le nombre de projets est bas et le risque de révélation d'informations commerciales est augmenté.

²⁷ Documentaires financés par le FMC, basés sur l'analyse des documentaires du volet convergent ayant des budgets supérieurs à 250 000 \$.

²⁸ Documentaires financés par le FMC, basés sur l'analyse des synopsis des documentaires du volet expérimental.

²⁹ Les données pour les autres années ont été exclues à cause du faible nombre de projets, de manière à ne pas compromettre la confidentialité d'informations commerciales.

³⁰ Les données pour les autres années ont été exclues à cause du faible nombre de projets, de manière à ne pas compromettre la confidentialité d'informations commerciales.

³¹ Source : Office national du film, données de production.

³² Office national du film, Rapport annuel 2017-2018.

³³ Hot Docs, *2018 Documentary Audience Research*, septembre 2018, extrait de :

http://assets.hotdocs.ca.s3.amazonaws.com/doc/HD18_Doc-Audience-Report_rev1.pdf

³⁴ Ibid.

³⁵ Ibid.

³⁶ La définition de documentaire se réfère à la *Catégorie 2(b)* définie par le CRTC.

³⁷ CRTC, *Rapport de surveillance des communications 2018*, Op. Cit.

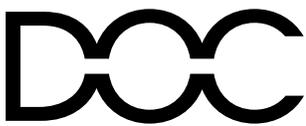
³⁸ CRTC, *Rapport de surveillance des communications 2018*, Op. Cit.

³⁹ Les données fournies par Patrimoine canadien ont été obtenues directement de *Motion Pictures Theatre Association of Canada*. La certification « Film canadien » par le BCPAC ou le CRTC n'a pas été vérifiée.

⁴⁰ Les documentaires de longue durée ne se réfèrent pas automatiquement aux longs métrages, mais plutôt à la définition du CRTC selon laquelle, les documentaires de longue durée peuvent tout aussi bien être télédiffusés en émissions d'une demi-heure ou davantage. Source : CRTC, *Catégories d'émissions de télévision*, extrait de : <https://crtc.gc.ca/canrec/fra/tvcat.htm>

⁴¹ Selon le *Rapport de surveillance des communications 2018*, les dépenses en (ÉIN) incluent les dépenses pour toutes les catégories de programmes suivantes : documentaires de longue durée (catégorie 2b) ; émissions dramatiques et comiques (catégorie 7) ; émissions de musique, danse et variétés de langue française (catégories 8 et 9) ; et les émissions de remise de prix de langue anglaise (sous-catégorie de la catégorie 11).

⁴² CRTC, *Décision de radiodiffusion CRTC 2017-2018*, extrait de : <https://crtc.gc.ca/fra/archive/2017/2017-148.htm>



DOCUMENTARY
ORGANIZATION OF CANADA
DOCUMENTARISTES
DU CANADA

docorg.ca | info@docorg.ca

 @DOCorg

 facebook.com/DOCorg

